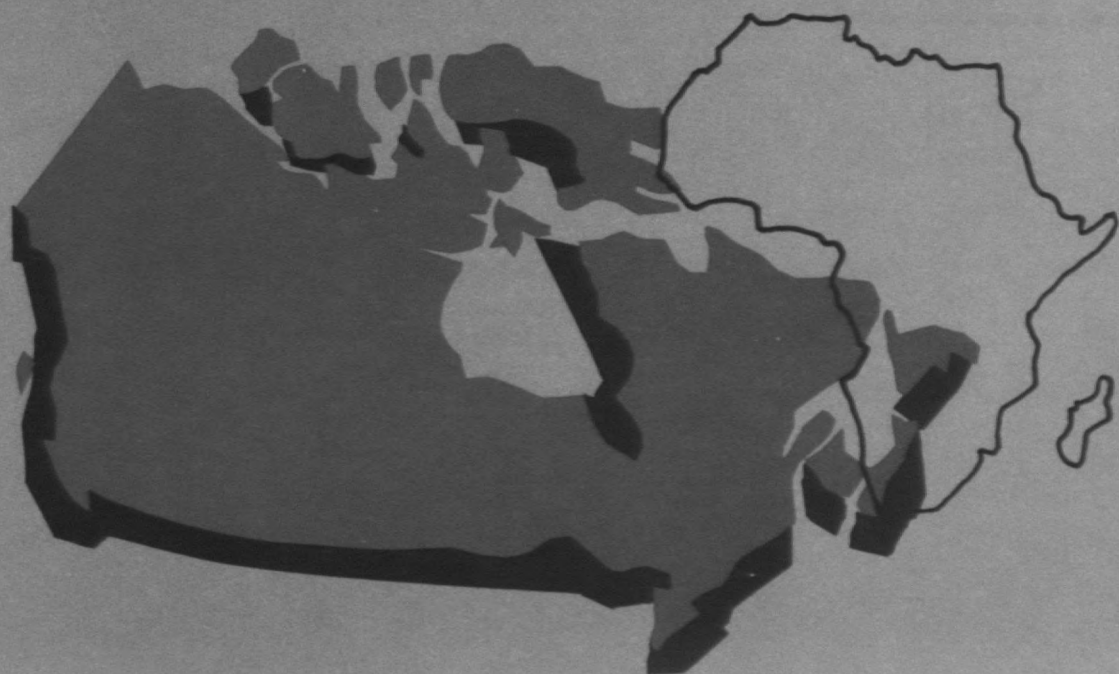


Les Canadiens et l'Afrique:



ce qu'ils en disent



**Rapport rédigé à la demande de l'honorable David MacDonald,
Coordonnateur canadien des secours d'urgence - Famine en Afrique,
sur un sondage effectué à l'échelle du Canada en février 1986
par Decima Research Ltée.**



DDCS
 CA1 EA400 86C11 EXF
 Canada. Canadian Emergency
 Coordinator/African Famine
 Canadians and Africa : what was
 said
 43243810

o Coordonateur canadien des secours d'urgence — famine en Afrique 1986
 200, Promenade du Portage
 Hull, Québec
 K1A 0G4

Données de catalogage avant publication (Canada)

Vedette principale au titre:

Les Canadiens et l'Afrique : ce qu'ils en disent :
 rapport rédigé à la demande de l'honorable David
 MacDonald, Coordonateur canadien des secours d'urgence —
 famine en Afrique : sondage effectué à l'échelle du
 Canada en février 1986 par Decima Research Ltd

Texte en français et en anglais.

Titre de la p. de t. addit., tête-bêche: Canadians and
 Africa.

ISBN 0-9692493-1-4

1. Famines—Afrique. 2. Canadiens—Attitudes.
3. Opinion publique—Canada. I. MacDonald, David,
 1936- II. Canada. Coordonateur canadien des secours
 d'urgence — famine en Afrique III. Decima Research
 IV. Titre: Canadians and Africa.

HC800.C37 1986 363.8'096 C86-090158-0F

Ont collaboré à ce rapport :

Yvette Knott
 ers
 Marie-Andrée Lalonde
 son

Traduction : Jean-Marie Barrier

Photographies : Du ministère de l'expansion
 industrielle régionale



LIBRARY & BIBLIOTHEQUE A E

Les Canadiens et l'Afrique: ce qu'ils en disent

**Rapport rédigé à la demande de l'honorable David MacDonald,
Coordonnateur canadien des secours d'urgence - Famine en Afrique,
sur un sondage effectué à l'échelle du Canada en février 1986
par Decima Research Ltée.**

43-243-810 (Eng)
43-243-811 (Fre)



Gouvernement du Canada Government of Canada
Coordonnateur canadien Canadian Emergency
des secours d'urgence Coordinator
Famine en Afrique African Famine

le 25 avril 1986

L'honorable Monique Vézina, P.C., M.P.
Ministre des Relations extérieures
Edifice Lester B. Pearson
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Madame la ministre,

C'est avec plaisir que je vous présente LES CANADIENS ET L'AFRIQUE: CE QU'ILS EN DISENT, le rapport d'un sondage national portant sur les attitudes des Canadiens face aux questions d'aide à l'étranger.

Les Canadiens ont été profondément touchés par les événements survenus récemment en Afrique: les millions de dollars recueillis au plus fort de la crise, au cours de l'automne 1984 et des premiers mois de 1985, en témoignent.

Dans les mois qui ont suivi, j'ai été frappé, au cours de mes déplacements, par le niveau de compréhension des Canadiens, qu'il s'agisse des causes de la famine ou de la nécessité de s'engager à plus long terme afin d'éviter une nouvelle tragédie. Afin de mieux comprendre la perception des Canadiens à ce sujet, nous avons fait faire une étude indépendante qui permette de mieux cerner leurs opinions. C'est la firme "Decima Research", qui avait la capacité de mettre à contribution l'expérience acquise au cours des études antérieures faites dans le domaine des politiques et de l'aide à l'étranger, qui a reçu le mandat d'effectuer ce sondage.

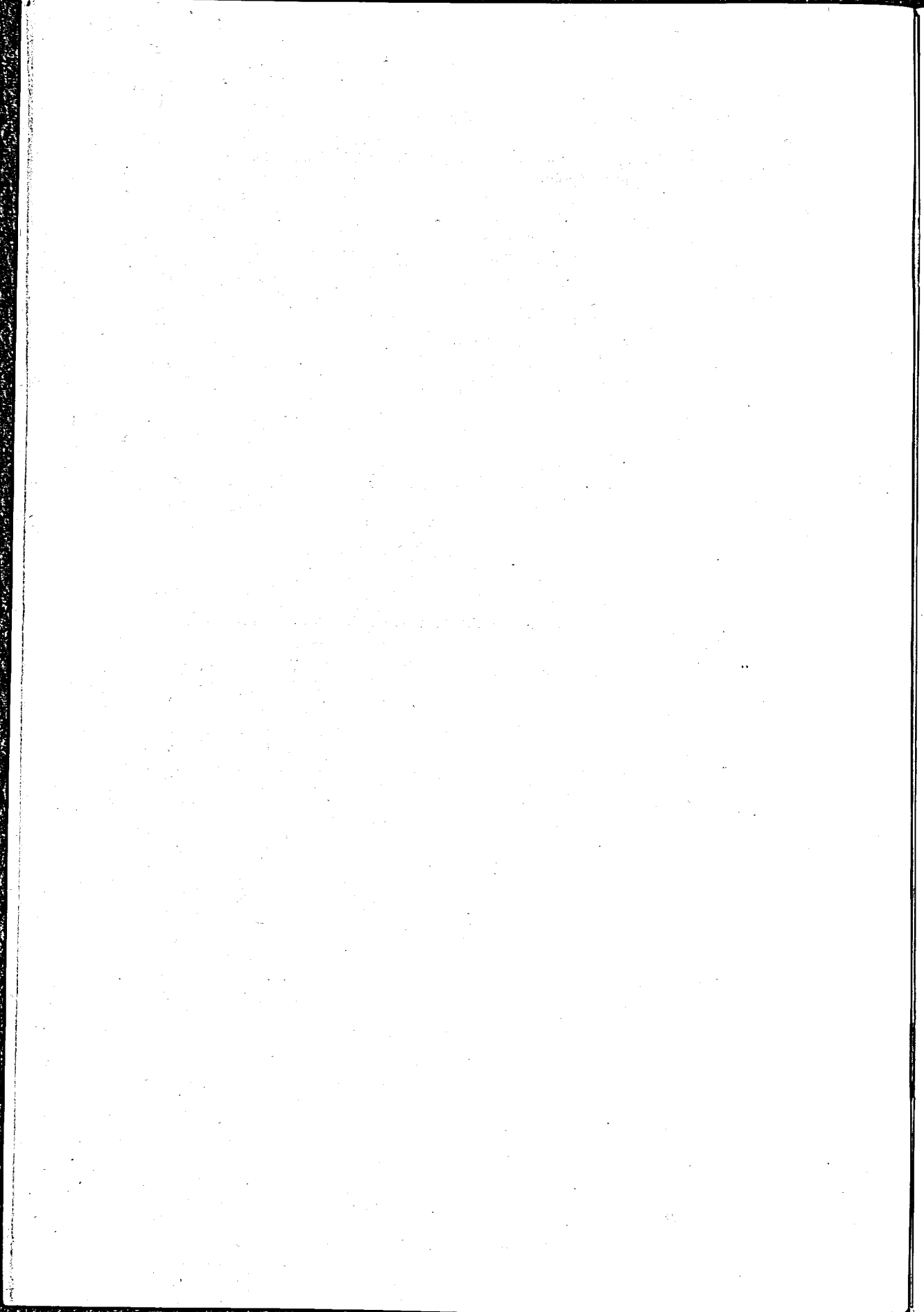
Ce rapport comporte des indications méthodologiques et l'analyse détaillée des entrevues. Pour faciliter l'accès du public à toute la documentation réunie (dix-neuf pages sur l'échantillonnage, la pondération et la validation des données, la transcription des commentaires recueillis, ainsi que neuf cents pages de tableaux analytiques), copie de tout le dossier est disponible dans toutes les régions du pays (voir liste en annexe).

Veillez agréer, Madame la ministre, l'expression de mes sentiments dévoués.

David MacDonald
Coordonnateur canadien des secours d'urgence
Famine en Afrique
Novembre 1984 à mars 1986

Table des matières

I. Introduction	5
II. Niveau d'intérêt et d'information concernant les affaires internationales	6
III. Revue générale des questions internationales	7
A. Questions évoquées en priorité	7
B. Problème mondial jugé le plus grave	8
C. Perception des priorités en politique étrangère canadienne	11
IV. Aide internationale	15
A. Niveau et efficacité de l'aide	15
B. Le Canada en tant que leader mondial	17
C. Opinions sur l'orientation de l'aide	18
D. Préférences régionales	20
V. Secours dans le cadre de la famine africaine	21
A. Perception du problème	21
B. Perception des causes	23
C. Réaction face à la crise	26
1. La réaction africaine	26
2. La réaction internationale	26
3. La réaction canadienne	27
VI. Réaction individuelle face à la crise	28
A. Principaux facteurs influençant l'attitude à l'égard de la situation en Afrique	28
B. Rôle individuel	30
VII. Conclusions et recommandations	33
Annexes	36
A. Dépôts des données supplémentaires	36
B. Questions	37



I. Introduction

Decima Research a le plaisir de présenter au Coordonnateur canadien des secours d'urgence — Famine en Afrique les résultats d'un sondage national effectué auprès de 1 350 résidents canadiens (de 16 ans et plus), concernant leur opinion à l'égard de diverses questions d'aide à l'étranger. Les domaines traités sont les suivants : questions mondiales et perception des priorités de l'aide canadienne à l'étranger, aide internationale, perception du problème et des causes de la famine et de la sécheresse en Afrique, et réaction à celles-ci, sur le plan individuel et au niveau national.

Bruce Anderson, Chef du département des affaires gouvernementales, a dirigé le projet. Il était assisté de Martha Cronyn (analyste), Wendy Webb et Norman Brown (rechercheurs).

Les répondants ont été interrogés entre le 1^{er} et le 6 février 1986. Enfin, l'échantillon utilisé dans ce sondage a, 95 fois sur 100, un taux de précision de $\pm 2,81$ %.

III. Niveau d'intérêt et d'information caractérisant les affaires internationales

Au cours de l'été 1985, la quasi totalité des Canadiens (83 %) ont déclaré s'intéresser aux questions et événements internationaux. Depuis juillet, cet intérêt avoué s'est légèrement atténué (passant de 83 % à 79 %); cependant, la grande majorité des Canadiens continue à affirmer qu'elle s'intéresse beaucoup (26 %) ou un peu (53 %) aux affaires internationales.

En dépit de ce léger déclin général, les opinions demeurent différentes selon la région, l'âge et le niveau socio-économique. Précisons que ce sont les régions de la Colombie-Britannique (32 %), les gens de plus de 55 ans (34 %) et les Canadiens qui ont une éducation universitaire (48 %) qui se déclarent généralement les plus intéressés par les questions internationales. Par contre, chez les Québécois (20 %) et plus particulièrement les francophones (18 %), chez les moins de 24 ans (18 %) et chez les personnes ne possédant aucun diplôme d'études secondaires (18 %), le niveau d'intérêt se situe bien en-dessous de la moyenne nationale.

La majorité des Canadiens continuent à affirmer qu'ils sont très bien *informés* (12 %) ou relativement *informés* (59 %) sur les questions internationales ou de politique étrangère; toutefois, comme dans le cas de l'intérêt, ce taux a baissé légèrement au cours des six derniers mois (passant de 76 % à 71 %). Quant au niveau de connaissance des questions internationales, il tend lui aussi à varier selon les groupes concernés.

En ce qui concerne les questions internationales, la comparaison des données indique que, par rapport aux Canadiens qui se considèrent très bien informés (12 %), ceux qui se déclarent très intéressés sont plus nombreux (26 %). Cela prouve que, si un grand nombre de Canadiens continuent à s'intéresser aux événements internationaux et aux questions de politique étrangère, certains ne sont pas sûrs de bien les comprendre.

III. Revue générale des questions internationales

A. Questions évoquées en priorité

Bien qu'il n'existe aucun consensus en ce qui concerne le problème international le plus grave, il est cependant une question qui inquiète près de la moitié des Canadiens. Ainsi que le montre le tableau 1, plus de quatre répondants sur dix évoquent, à titre de question prioritaire, un aspect quelconque de la sécurité mondiale. La question individuelle la plus souvent citée (21 %) est la menace de guerre nucléaire; quant aux questions connexes, elles comprennent les conflits du Moyen-Orient, le terrorisme ou la violence, la « Guerre des étoiles » et la guerre en général.

Tableau 1

	<u>Juillet 1985</u>	<u>Février 1986</u>
	%	%
Guerre/conflits	26	23
Guerre nucléaire/ course aux armements	22	21
Faim/pauvreté dans le monde	19	19
Questions économiques	13	16
Gouvernement	4	4
Environnement	3	2
Problèmes sociaux	5	5
Autres	2	1
Aucun problème	0	2
Sans opinion/ aucune réponse	6	7

Question: Si vous aviez à citer un problème qui, selon vous, est le plus important pour le monde, celui qui vous concerne le plus personnellement, quel serait-il?

Ainsi que nous l'avions constaté il y a six mois, un Canadien sur cinq cite la faim et la pauvreté dans le monde au deuxième rang des grands problèmes. Ce résultat peut surprendre légèrement quand on sait que la couverture du problème par les médias a diminué ces derniers mois. Il est évident que les Canadiens ont été touchés par l'attention accordée à la situation dans le Tiers-monde; or, cet impact ne se dissipe que lentement.

Si, sur le plan international, beaucoup de Canadiens accordent la priorité à la guerre et à la pauvreté, ils classent de plus en plus les questions économiques au premier rang des problèmes mondiaux. L'intérêt manifesté pour ces questions est passé de 10 % en juillet à 16 % aujourd'hui. Elles comprennent : le chômage, l'inflation, la valeur du dollar, le libre-échange et l'économie en général. Les commentaires textuels indiquent qu'un grand nombre d'inquiétudes sur le plan économique se rapportent plus précisément au Canada. Toutefois, il faut se rappeler que ce résultat diffère considérablement des 58 % de Canadiens qui citaient les difficultés économiques comme le principal problème du Canada, à l'hiver 1985, dans *Decima Quarterly*; ceci permet de penser que la plupart des Canadiens ne surestiment pas généralement la gravité de leurs problèmes nationaux lorsqu'on leur demande d'envisager les questions mondiales.

Bien qu'il y ait eu une augmentation marginale du nombre de personnes accordant la priorité aux questions économiques, cette évolution s'est produite au détriment d'autres domaines, tels que le durcissement des rapports Est-Ouest, aux négociations sur les armements et au terrorisme. Cependant, le classement prioritaire de la faim et de la pauvreté ne semble pas être affecté par ces fluctuations puisque l'inquiétude causée par ces problèmes demeure constante.

Par rapport aux questions évoquées précédemment, seul un petit nombre de Canadiens accordent la priorité à d'autres questions comme les problèmes gouvernementaux, environnementaux ou sociaux.

En somme, les Canadiens continuent à s'inquiéter principalement des domaines de politique étrangère dans lesquels le Canada joue traditionnellement un rôle éminemment visible, par exemple le maintien de la paix et l'aide aux pays du Tiers-monde.

B. Problème mondial jugé le plus grave (question avec indices)

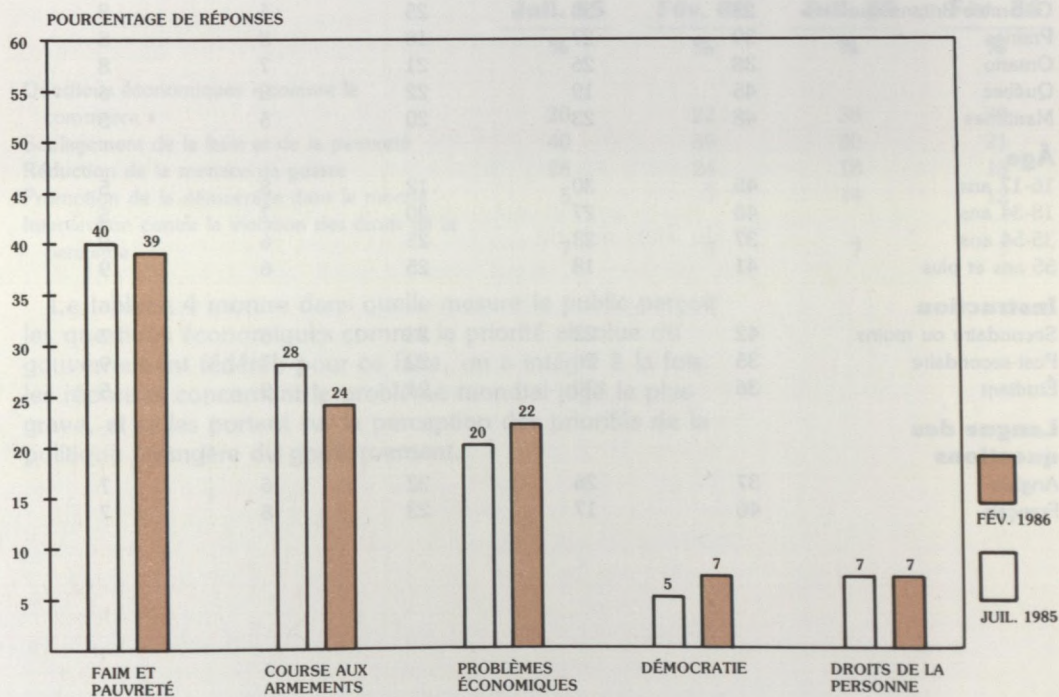
Lorsque l'on a demandé aux répondants d'identifier le problème mondial qu'ils jugent le plus grave, à partir d'une liste contenant cinq suggestions, aucun consensus n'a pu être obtenu, une fois de plus. Ainsi que le montre la figure 1, une majorité de Canadiens a cependant indiqué la pauvreté et la faim (39 %), puis la course aux armements (24 %). Il est intéressant de noter que l'ordre est inverse dans les réponses aux questions sur la « priorité ». La raison en est le grand nombre de répondants qui, n'ayant pas cité un problème lié à la faim ou à la pauvreté dans le cadre de la question sans indices, l'ont fait en réponse à la question avec indices. Ainsi, pour un certain nombre de gens, la

menace de guerre est la question la plus préoccupante au niveau quotidien; toutefois, ces mêmes personnes reconnaissent, lorsqu'on le leur expose, que le problème de la faim est plus urgent.

Cependant, dans l'ensemble, les Canadiens qui avaient cité initialement la faim, la pauvreté et la guerre nucléaire comme soucis prioritaires ont également, selon toute probabilité, effectué les mêmes choix lorsqu'on leur a posé la question avec indices. Ceci semble indiquer qu'un grand nombre de Canadiens considèrent absolument ces questions comme de grands problèmes mondiaux. Or, ces résultats reflètent logiquement ceux d'il y a six mois.

Le niveau de préoccupation à l'égard des problèmes économiques a également augmenté dans les réponses à la question avec indices, atteignant un niveau légèrement supérieur à celui obtenu il y a six mois (de 20 % à 22 %). Cette évolution peut être attribuée partiellement à l'intérêt moindre que l'on manifeste à l'égard de plusieurs problèmes qui, l'an dernier, occupaient plus visiblement la scène mondiale (par exemple, le terrorisme, les tensions Est-Ouest et les négociations sur les armements).

FIGURE 1
PROBLÈME MONDIAL LE PLUS GRAVE



Ainsi que le montre le tableau 2, la perception de la gravité des problèmes mondiaux est influencée par des facteurs socio-démographiques. Dans la plupart des groupes, la majorité des gens classent la faim et la pauvreté au premier rang; ceci s'avère particulièrement juste dans le cas des Québécois (surtout des francophones), des résidents des Maritimes, des gens les moins instruits ou les plus jeunes. Les opinions sont plus partagées quant à savoir si la question la plus importante est la course aux armements ou les problèmes économiques; placés devant ce choix, les résidents de la Colombie-Britannique, les jeunes Canadiens et les étudiants penchent en faveur de la course aux armements. En fait, bien que l'on n'obtienne aucun consensus, ces trois domaines sont ceux qui préoccupent le plus le public canadien.

Tableau 2

	Faim et pauvreté	Course aux armements	Économie	Droits de la personne	Démocratie
	%	%	%	%	%
Moyenne	39	24	22	7	7
Région					
Colombie-Britannique	28	33	25	5	8
Prairies	39	27	18	8	8
Ontario	38	26	21	7	8
Québec	45	19	22	8	6
Maritimes	48	23	20	5	5
Âge					
16-17 ans	45	30	12	8	5
18-34 ans	40	27	20	7	5
35-54 ans	37	23	25	6	9
55 ans et plus	41	18	25	6	9
Instruction					
Secondaire ou moins	42	22	23	6	7
Post-secondaire	35	26	22	7	9
Étudiant	36	30	21	9	5
Langue des questions					
Anglais	37	26	22	6	7
Français	46	17	23	8	7

C. Perception des priorités en politique étrangère canadienne

Bien que le public canadien perçoive la faim, la pauvreté et la course aux armements comme les problèmes mondiaux les plus graves, il n'a pas tendance à les compter parmi les grandes priorités de la politique étrangère du gouvernement canadien. Ainsi que le montre le tableau 3, la majorité des gens considère que le gouvernement fédéral accorde la priorité absolue aux questions économiques « comme le commerce », et c'est là un résultat fidèle à ceux d'il y a six mois. Cependant, comme dans le cas du classement des grands problèmes mondiaux, aucun consensus marqué ne caractérise la perception qu'ont les Canadiens des priorités de la politique étrangère du gouvernement.

Tableau 3

Perception des priorités de la politique étrangère canadienne par rapport au problème mondial jugé le plus grave

	Problème le plus grave		Priorité du Canada	
	Juil. 85	Fév. 86	Juil. 85	Fév. 86
	%	%	%	%
Questions économiques « comme le commerce »	20	22	38	39
Soulagement de la faim et de la pauvreté	40	39	20	21
Réduction de la menace de guerre	28	24	18	18
Promotion de la démocratie dans le monde	5	7	14	12
Intervention contre la violation des droits de la personne	7	7	7	7

Le tableau 4 montre dans quelle mesure le public perçoit les questions économiques comme la priorité absolue du gouvernement fédéral; pour ce faire, on a intégré à la fois les réponses concernant le problème mondial jugé le plus grave, et celles portant sur la perception des priorités de la politique étrangère du gouvernement.

Tableau 4

Rapport entre le problème mondial jugé le plus grave par les Canadiens et leur perception de la principale priorité du gouvernement en matière de politique étrangère

Perception de la principale priorité du gouvernement en matière de politique étrangère

	Questions économiques	Faim et pauvreté	Réduction de la menace de guerre	Promotion de la démocratie/ droits de la personne
	%	%	%	%
Problème mondial jugé le plus grave par les Canadiens				
Questions économiques	46	20	16	18
Faim et pauvreté	40	25	19	16
Course aux armements	39	20	22	19
Moyenne	40	22	19	20

D'après ces résultats, les Canadiens ne pensent pas que la priorité de politique étrangère du gouvernement fédéral n'est pas identique à la leur. Ceci se vérifie plus particulièrement chez les personnes qui s'inquiètent le plus de la faim et de la pauvreté et de la réduction de la menace de guerre; en effet, dans ce groupe, seul un répondant sur quatre pense que son principal sujet d'inquiétude constitue la priorité absolue du gouvernement.

En ce qui concerne la faim et la pauvreté, on constate des différences socio-démographiques importantes entre, d'une part, les inquiétudes du public au niveau mondial et, d'autre part, la perception qu'ont certains segments de la société de la principale priorité du gouvernement en matière de politique étrangère. Le tableau 5 montre que, chez les étudiants, et plus particulièrement chez ceux qui sont âgés de 16 et 17 ans, chez les catholiques et chez les francophones, la disparité est plus grande entre le problème mondial qu'ils jugent le plus grave et ce qu'ils perçoivent comme étant la principale priorité du gouvernement en matière de politique étrangère.

Tableau 5

Pourcentage de répondants considérant la faim et la pauvreté comme le problème mondial le plus grave, par rapport à ceux qui perçoivent ce problème comme étant la priorité principale de la politique étrangère canadienne

	Faim et pauvreté en tant que problème mondial le plus grave	Faim et pauvreté en tant que priorité principale de la politique étrangère	Différence
	%	%	%
Moyenne	39	21	-18
Âge			
16-17 ans	45	20	-25
18-24 ans	40	21	-19
25-34 ans	40	19	-21
35-64 ans	38	22	-16
65 ans et plus	40	28	-12
Instruction			
Secondaire ou moins	45	25	-20
Diplôme du secondaire	39	24	-15
Études professionnelles/ techniques/collège/Cegep	36	23	-13
Étudiants	36	15	-21
Niveau universitaire	35	15	-20
Confession			
Catholiques	47	23	-24
Protestants	36	22	-14
Aucune	28	17	-11
Autres	28	21	-7
Langue des questions			
Anglais	37	20	-17
Français	46	25	-21

Bien que 46 % des répondants citant les questions économiques comme le problème mondial le plus grave considèrent qu'il s'agit là de la principale priorité du gouvernement, la majorité (54 %) est d'avis que ses opinions diffèrent des initiatives de politique étrangère du gouvernement. Cependant, au cours des six derniers mois, on a constaté une augmentation du nombre de personnes qui indiquent que la principale priorité de politique étrangère du gouvernement reflète leur principale inquiétude à l'égard des questions économiques (de 42 % à 46 %). Ceci peut être dû à l'augmentation du nombre de Canadiens citant les questions économiques comme leur principal sujet d'inquiétude au niveau mondial, plutôt qu'à une variation de la perception des priorités gouvernementales.

Les analyses par recoupement indiquent une forte variation dans la perception des priorités gouvernementales en fonction des groupes démographiques. Les personnes de plus de 65 ans (29 %), celles dont le revenu familial est inférieur à 10 000 \$ (32 %), celles n'ayant qu'une instruction élémentaire (19 %) et les francophones (34 %) ont moins tendance à considérer les questions économiques comme étant la priorité principale du gouvernement en politique étrangère que les individus de 25 à 34 ans (47 %), ceux dont le revenu familial est de 50 000 \$ ou plus (56 %) et ceux qui ont une formation universitaire (52 %).

Ces différences entre les divers groupes démographiques représentent un défi évident pour le gouvernement fédéral dans le domaine de la politique étrangère. Ainsi que le montre le tableau 6, on constate des différences importantes entre les inquiétudes du public au niveau mondial et sa perception de la priorité principale du gouvernement en matière économique. Enfin, conformément aux résultats d'il y a six mois, les personnes d'un niveau socio-économique élevé (c'est-à-dire celles jouissant d'une instruction poussée et de revenus importants) sont également celles qui voient la plus forte différence entre leurs sujets d'inquiétude et la priorité principale du gouvernement. Ainsi que nous l'avons signalé plus haut, ces groupes ont tendance à s'intéresser davantage aux événements et problèmes internationaux; ils pensent être bien informés des affaires mondiales et ils ont une plus forte influence sur l'opinion publique.

Tableau 6

Pourcentage de répondants considérant les questions économiques comme le problème mondial le plus grave, par rapport à ceux qui perçoivent ce problème comme la priorité principale de la politique étrangère canadienne

	Questions économiques en tant que problème mondial le plus grave	Questions économiques en tant que priorité principale de la politique étrangère	Différence
	%	%	%
Moyenne	22	40	-18
Âge			
16-17 ans	12	33	-21
18-24 ans	21	40	-19
25-34 ans	20	47	-27
35-64 ans	25	39	-14
65 ans et plus	24	29	-5
Revenu familial			
Moins de 20 000 \$	24	33	-9
20 000-39 999 \$	21	41	-20
40 000 \$ et plus	23	54	-31
Instruction			
Moins que le secondaire	23	31	-8
Diplôme du secondaire	23	40	-17
Études professionnelles/ techniques/collège/ Cegep	26	38	-12
Étudiants	21	49	-28
Niveau universitaire	19	52	-33
Langue des questions			
Anglais	22	42	-20
Français	23	34	-11

IV. Aide internationale

A. Niveau et efficacité de l'aide

Une majorité de Canadiens pensent que le Canada dépense des sommes adéquates pour aider les pays pauvres; cependant, on note à cet égard un déclin sensible depuis six mois (de 59 % à 48 %). Si un répondant sur cinq continue à croire que le Canada dépense trop, le nombre de personnes déclarant que ces sommes sont trop faibles est passé de 24 % en juillet 1985 à 30 % aujourd'hui. Ces personnes sont principalement des jeunes de 16 et

17 ans (48 %), des Canadiens dont le revenu familial est égal ou supérieur à 50 000 \$ (42 %) ou ayant une formation universitaire (38 %).

En ce qui concerne l'aide canadienne, les deux tiers des répondants pensent qu'elle a été très efficace (9 %) ou qu'elle a eu une certaine influence (57 %) dans la lutte contre les problèmes des pays pauvres. Ainsi que le montre le tableau 7, la perception de l'efficacité de l'aide canadienne n'a pas évolué sensiblement au cours des six derniers mois; toutefois, on constate une augmentation marginale du nombre de ceux qui perçoivent le niveau d'aide actuel comme inadéquat.

Tableau 7

Efficacité de l'aide canadienne

	<u>Juillet 1985</u>	<u>Février 1986</u>
	<u>%</u>	<u>%</u>
Très efficace	9	9
Relativement efficace	61	58
Peu ou pas efficace	30	34

Si les opinions ne varient guère d'un segment à l'autre de la société, il est intéressant de noter que les résidents du Québec (41 %) et les personnes aux revenus élevés (42 %) ont tendance à affirmer que l'aide canadienne a été inefficace.

Les analyses par recoupement indiquent que la perception de l'efficacité de l'aide est liée aux opinions sur les sommes consacrées aux pays pauvres, et sur la poursuite de l'aide canadienne à l'étranger. Par rapport à la moyenne nationale, les personnes déclarant que les programmes d'aide à l'étranger ont été relativement efficaces affirment moins souvent que le Canada dépense trop pour les pays pauvres (15 % contre 21 %); ces personnes sont également celles qui se déclarent le plus souvent en faveur du maintien du niveau d'aide actuel à l'étranger (80 % par rapport à 74 %). Par ailleurs, trois répondants sur dix déclarant que l'aide canadienne n'a pas été efficace sont d'avis que l'on consacre trop d'argent aux programmes d'aide à l'étranger, et que l'on doit réduire la contribution canadienne.

Dans l'ensemble, les Canadiens pensent que leur pays consacre des sommes adéquates à l'aide étrangère, et que le gouvernement doit maintenir le niveau actuel de sa contribution.

Bien que la perception de l'efficacité de l'aide à l'étranger affecte directement l'opinion sur les dépenses gouverne-

ments dans ce domaine, une très nette majorité des répondants déclarent que le Canada ne doit pas réduire sa contribution; et ce, même parmi les personnes qui ne croient pas à l'efficacité des programmes actuels.

B. Le Canada en tant que leader mondial

L'aide aux pays pauvres est depuis longtemps un élément important de la politique étrangère canadienne. On a demandé aux répondants d'évaluer la performance de leur pays dans ce domaine, par rapport à celle d'autres nations. Les Canadiens ont des idées très arrêtées sur la position de leur pays puisque 77 % d'entre eux pensent que le Canada figure parmi les nations les plus généreuses actuellement. Enfin, si 8 % des répondants perçoivent le Canada comme un leader mondial, seuls 16 % pensent que ce pays est parmi les moins généreux.

Les opinions ne varient guère d'un bout à l'autre du pays; toutefois, il est intéressant de noter que les personnes de 45 à 54 ans (27 %) et celles dont le revenu familial est égal ou supérieur à 50 000 \$ (23 %) ont généralement tendance à percevoir le Canada comme l'une des nations les moins généreuses.

Lorsqu'on leur demande le rôle qu'ils aimeraient voir jouer par leur pays à l'avenir, les répondants ont tendance à vouloir conserver celui qu'ils perçoivent aujourd'hui. Ainsi que le montre le tableau 8, la majorité d'entre eux préféreraient que le Canada demeure parmi les pays les plus généreux. Par contre, seul un répondant sur cinq (21 %) aimerait que le Canada devienne un leader mondial; 33 % des jeunes de 16 et 17 ans sont de cet avis.

Tableau 8

Aide à l'étranger : le rôle du Canada

	Impression actuelle	Préférence pour l'avenir
	%	%
Leader mondial	8	21
Parmi les plus généreux	77	68
Parmi les moins généreux	16	11

La perception du rôle du Canada en ce qui concerne l'aide à l'étranger est liée à l'opinion sur les montants consacrés aux pays pauvres.

Les Canadiens déclarant que l'on ne dépense pas assez pour aider les pays pauvres sont également ceux qui, bien plus que la moyenne nationale, tendent à voir le Canada

comme un pays peu généreux (22 % contre 16 %); de même, ils tendent généralement à préférer que le Canada devienne un leader mondial dans ce domaine (29 % contre 21 %). Par ailleurs, 30 % des répondants qui pensent que l'on dépense trop au titre de l'aide à l'étranger préféreraient que le Canada figure désormais parmi les nations les moins généreuses.

Dans l'ensemble, les Canadiens semblent satisfaits du rôle de leur pays en ce qui concerne l'aide aux nations du Tiers-monde; ils préféreraient que le Canada demeure parmi les pays les plus généreux. Cependant, on a constaté une légère évolution de l'opinion au cours des six derniers mois, et un plus grand nombre de gens déclarent aujourd'hui que le Canada ne consacre pas assez d'argent à ses programmes d'aide à l'étranger.

C. Opinions sur l'orientation de l'aide

On a posé aux Canadiens une série de questions concernant l'orientation de l'aide au Canada et dans d'autres parties du monde. Pour commencer, il est important de noter que la notion selon laquelle « charité bien ordonnée commence par soi-même » est très populaire mais qu'elle s'oppose au désir d'aider les gens d'ailleurs. La majorité (79 %) des répondants ont déclaré qu'ils s'étaient souvent demandé si l'on ne devrait pas aider les pauvres de notre pays plutôt que des étrangers. La quasi totalité des personnes du niveau socio-économique le plus bas, dont celles qui ont le moins d'instruction (88 %) et celles ayant des revenus familiaux inférieurs à 10 000 \$ (87 %), sont tombées d'accord avec cette assertion. Il est intéressant de noter que, si un Canadien sur cinq rejette cette même notion, elle est plus particulièrement désavouée par ceux qui s'intéressent le plus aux affaires mondiales (28 %) et qui se considèrent bien informés sur les questions internationales (29 %).

Bien que trois répondants sur quatre se demandent si l'on ne devrait pas consacrer cette aide aux pauvres du Canada, la majorité des personnes interrogées (68 %) pensent également que « lorsque les Canadiens offrent davantage aux affamés des autres pays, ils ne donnent pas nécessairement moins aux nécessiteux du Canada ».

Ainsi que le montre le tableau 9, l'opinion sur l'aide canadienne aux pays pauvres est liée à la perception des montants offerts aux Canadiens dans le besoin. Ceux qui pensent que l'on ne consacre pas assez d'argent à l'aide à l'étranger sont également ceux qui déclarent qu'une augmentation de ces dépenses n'affectera pas l'assistance aux pauvres du Canada; toutefois, ceux qui croient que l'on dépense trop au titre de l'aide internationale ont généralement tendance à s'inquiéter de ce type de rapport.

Tableau 9

Rapport entre les sommes consacrées à l'aide étrangère et la perception de l'assistance offerte aux Canadiens dans le besoin

L'augmentation de l'aide étrangère ne signifie pas nécessairement une assistance inférieure aux pauvres du Canada

	<u>D'accord</u>	<u>Pas d'accord</u>
	<u>%</u>	<u>%</u>
Aide étrangère		
Trop importante	51	49
Adéquate	70	30
Insuffisante	76	24

Ainsi donc, si l'on souhaite recruter le soutien de ceux qui croient que l'on dépense déjà trop au titre de l'aide à l'étranger, il serait souhaitable de préciser que cette aide ne s'opère pas au détriment de l'assistance dans notre propre pays.

De plus, la majorité des Canadiens déclarent que, s'ils s'intéressent à la restriction des dépenses gouvernementales, on ne doit pas réduire l'aide canadienne à l'étranger (tableau 10). Ce sentiment domine dans tous les groupes démographiques du pays.

Tableau 10

	<u>Pourcentages</u>
Fortement en accord	12
En accord	62
En désaccord	23
Fortement opposé	3

Question : Même si je suis concerné(e) par les restrictions de dépenses du gouvernement, je ne pense pas que nous devrions réduire la contribution du Canada à l'aide étrangère.

En ce qui concerne les bénéficiaires de l'aide à l'étranger, sept répondants sur dix préféreraient que l'on accorde des sommes moins importantes à un grand nombre de pays; cependant, une minorité importante de Canadiens est de l'avis contraire. Si 30 % des répondants pensent que l'on doit accorder des fonds plus importants à un moins grand nombre de pays, on constate que cette déclaration pro-

vient principalement des personnes d'un niveau socio-économique élevé. Il s'agit plus particulièrement des personnes ayant une formation universitaire (47 %) ou un revenu élevé (43 %); on retrouve également dans ce groupe les personnes qui se déclarent très intéressées par les affaires internationales (41 %).

Lorsqu'il s'agit de décider si l'aide canadienne doit aller aux pays ayant les besoins les plus grands ou à ceux qui ont le plus de chances de se développer, l'opinion publique est partagée. Une majorité (55 %) des répondants déclarent que le Canada doit concentrer ses programmes d'aide aux nations caractérisées par le plus fort potentiel; cependant, 45 % d'entre eux sont d'avis que l'aide doit être dirigée sur les régions les plus démunies. Comme on l'a constaté pour le mode d'allocation de l'aide à l'étranger, ce sont les personnes de formation universitaire (60 %) ou ayant des revenus élevés (67 %) qui affirment généralement que les programmes d'aide à l'étranger doivent être concentrés sur les pays au potentiel le plus élevé.

D. Préférences régionales

On a également demandé aux Canadiens la région nécessitant le plus d'aide — l'Amérique centrale et les Caraïbes, l'Asie ou l'Afrique. La majorité (75 %) a déclaré que les besoins les plus grands étaient en Afrique, opinion partagée également entre tous les groupes de la société. Les personnes de moins de 24 ans (82 %) désignent généralement l'Afrique comme région aux besoins les plus élevés.

Ainsi que le montre le tableau 11, l'opinion concernant l'orientation de l'aide canadienne à l'étranger est étroitement liée aux régions considérées comme les plus démunies. Les personnes de moins de 24 ans (76 %) sont les plus favorables à la concentration de l'aide en Afrique, alors que les répondants de 45 à 54 ans (31 %), ceux jouissant d'un revenu de 40 000 à 49 999 \$ (31 %) et de formation universitaire (28 %) choisissent plus souvent l'Amérique centrale et les Caraïbes par rapport à la moyenne nationale.

Tableau 11

Régions aux besoins les plus importants, par rapport à l'orientation souhaitée de l'aide canadienne à l'étranger

	Régions aux besoins les plus importants	Régions de concentration de l'aide canadienne
	%	%
Afrique	75	69
Amérique centrale/Caraïbes	16	20
Asie	9	11

De même, on constate le lien entre l'opinion à l'égard des régions devant bénéficier de l'aide (les plus pauvres ou celles ayant le plus fort potentiel) et celle concernant les régions sur lesquelles l'aide canadienne doit se concentrer. Les personnes pensant que le programme d'aide canadien doit être dirigé sur l'Afrique ont des avis divergents sur la façon dont cette assistance doit être dirigée; par contre, les répondants en faveur de l'Amérique centrale et des Caraïbes sont, plus que la moyenne nationale (55 %), favorables à l'aide aux nations qui ont le plus fort potentiel de développement (70 %).

En résumé, la plupart des Canadiens pensent que l'Afrique est, parmi les régions démunies du globe, celle qui a les besoins les plus grands et qui doit bénéficier des secours canadiens. Toutefois, on constate une relative incertitude de l'opinion publique en ce qui concerne la méthode d'orientation de l'aide; ceci permet de penser que cette question implique des détails trop complexes pour permettre son évaluation par des citoyens ordinaires.

V. Secours d'urgence à l'Afrique

A. Perception du problème

Une majorité (71 %) de Canadiens déclarent qu'ils connaissent très bien (12 %) ou assez bien (59 %) la question de la famine en Afrique. Les répondants affirmant bien connaître le problème sont les personnes de formation universitaire (85 %), au revenu de plus de 50 000 \$ (79 %), celles qui s'intéressent beaucoup aux affaires internationales (88 %) ou qui se déclarent très bien informées des questions mondiales (92 %).

La quasi totalité (97 %) des répondants sont d'avis que la famine ou la sécheresse sévissant en Afrique n'est pas terminée. En fait, moins d'un répondant sur dix (9 %) déclare que, depuis quelque temps, il a plu suffisamment dans cette région pour que l'on puisse obtenir des récoltes; par contre, plus de la moitié des répondants (54 %) affirment que ces quelques pluies n'ont pas été suffisantes, et 37 % d'entre eux pensent que la sécheresse continue à sévir.

Si les Canadiens pensent que la sécheresse se poursuit, un sur cinq seulement déclare que la situation de l'an dernier était pire qu'elle ne l'avait été depuis très longtemps. Les personnes affirmant que la situation actuelle est pire sont celles qui se déclarent très informées des affaires mondiales (35 %). Toutefois, dans tous les segments de la société, une forte majorité pense que la situation ne s'est guère aggravée cette année mais que la télévision a permis à un plus grand nombre de gens de découvrir le problème.

Conformément à la constatation antérieure voulant que les Canadiens continuent à se soucier de la pauvreté et de la faim, et peut-être aussi à cause de la perception générale du Canada en tant que donateur généreux au plan de l'aide étrangère, la majorité des répondants (64 %) est d'avis que le monde n'a pas envoyé assez d'argent et de nourriture en Afrique depuis le moment où les informations sur la famine ont été largement diffusées. Seul un tiers des répondants pense que l'assistance fournie à cette région a été adéquate (28 %) ou plus que suffisante (8 %).

La perception de la quantité de nourriture et d'argent envoyée à l'Afrique est liée à l'opinion concernant l'aide financière que le Canada apporte aux pays pauvres, et cela n'est guère surprenant. Les Canadiens pensant que l'on ne consacre pas suffisamment de fonds à l'aide étrangère déclarent, plus souvent que la moyenne nationale, que l'Afrique n'a pas reçu du monde entier l'aide dont elle avait besoin (77 % contre 65 %). Les répondants affirmant que le Canada dépense trop dans le cadre de ses programmes d'assistance sont également ceux qui pensent que l'Afrique a reçu une aide suffisante, ou plus que suffisante (46 % contre 36 %).

La majorité des répondants (52 %) est également d'avis que, si l'on a envoyé beaucoup d'argent et d'aliments en Afrique l'an dernier, en raison de la publicité faite autour de la famine, les dons se sont ralentis et sont devenus plus limités. Fait surprenant, 48 % des répondants ont déclaré que les dons n'ont pas ralenti, bien que la couverture par les médias de la situation en Afrique ait eu tendance à baisser depuis l'été dernier. Les personnes affirmant que les dons à l'Afrique n'ont pas diminué sont généralement les jeunes de 16 et 17 ans (57 %), les répondants au revenu de 10 000 à 19 999 \$ (57 %), les gens les moins instruits

(62 %), les Québécois (56 %) et ceux qui ne s'intéressent pas aux affaires mondiales (59 %).

Parmi les répondants qui pensent que les dons ont commencé à baisser, huit sur dix (79 %) déclarent que ce ralentissement est très inquiétant (23 %) ou relativement inquiétant (56 %). Cette inquiétude domine dans tous les groupes démographiques du Canada.

Ces données indiquent que, dans l'esprit du public, les problèmes de famine et de sécheresse en Afrique ne sont pas terminés. Cependant, si un grand nombre de répondants déclarent que les dons n'ont pas baissé, la majorité d'entre eux sont d'avis qu'il y a eu un ralentissement et que cela est très inquiétant.

On constate une relative incertitude chez les Canadiens en ce qui concerne l'avenir de l'Afrique. Les trois quarts des répondants (74 %) pensent que la sécheresse se terminera un jour et que l'Afrique aura de bonnes chances de réussir si les gouvernements et les peuples du monde entier apportent toute l'aide dont ils sont capables. En dépit de cela, les opinions sur l'avenir de l'Afrique sont partagées. Si la majorité (55 %) des répondants sont optimistes quant à l'avenir des Africains, 45 % font preuve de pessimisme. Parmi ces derniers, on retrouve les personnes à revenu élevé (53 %) et celles de formation universitaire (56 %) ou qui s'intéressent beaucoup aux affaires internationales (52 %). Par contre, les plus optimistes sont les jeunes, surtout ceux de 16 et 17 ans (64 %).

Il est clair que les Canadiens perçoivent la famine comme un problème grave sévissant aujourd'hui en Afrique. Bien qu'il ne semble pas qu'il s'agisse là d'un phénomène récent, le public est d'avis que la couverture par les médias a permis à un plus grand nombre de gens de connaître cette situation. Pratiquement personne ne croit que la famine ou la sécheresse est terminée; toutefois, la majorité des répondants pensent que l'on pourrait améliorer la situation à long terme si les gouvernements et les peuples du monde faisaient leur possible pour intervenir. Néanmoins, une très faible majorité de Canadiens sont optimistes en ce qui concerne l'avenir des Africains.

B. Perception des causes

Cette partie indique les principales causes de la famine et de la sécheresse en Afrique, d'après les Canadiens. Pour cela, on a dû lire aux répondants une liste de huit facteurs, puis on leur a demandé si ceux-ci étaient des causes majeures, mineures, ou s'ils n'avaient rien à voir avec la situation actuelle dans la région.

Les résultats, présentés au tableau 12, indiquent qu'une forte majorité de Canadiens perçoivent les cadres social et physique des pays concernés comme les principales causes de la famine. Sept répondants sur dix affirment que la surpopulation (71 %) et l'évolution du cadre physique (71 %) (faible pluviométrie et désertification) sont les principales causes de la famine et de la sécheresse.

Tableau 12
Causes de la famine en Afrique

	Cause majeure	Cause mineure	Aucun effet
	%	%	%
Surpopulation/Contrôle insuffisant des naissances	71	23	6
Environnement/Faibles pluies et désertification	71	24	6
Mauvaise gestion des terres et politiques agricoles erronées	69	26	5
Corruption des gouvernements africains	64	30	6
Mauvaise gestion des activités d'aide et de développement	58	34	8
Réticence des nations africaines à se moderniser	43	41	16
Insuffisance de l'aide apportée par les pays industrialisés	38	46	16
Insuffisance de l'effort des peuples africains eux-mêmes	29	43	28

Dans tous les groupes démographiques du pays, la majorité des gens voient là les principales causes des problèmes de l'Afrique; cependant, les Québécois (64 %) et plus particulièrement les francophones (63 %), les personnes les plus instruites (63 %) et les plus intéressées par les questions mondiales (65 %) ne perçoivent pas la surpopulation comme la principale cause de la famine. Quant à l'évolution du cadre physique de l'Afrique, ce sont les jeunes de 16 à 17 ans (63 %) et les francophones (57 %) qui ne la considèrent pas comme un facteur majeur.

Parmi les autres causes majeures de la famine et de la sécheresse, les Canadiens évoquent l'incapacité des gouvernements dans les pays concernés. En effet, le public perçoit généralement comme causes principales de la crise la mauvaise gestion des terres et les politiques agricoles erronées (69 %), la corruption des gouvernements africains (64 %) et la mauvaise gestion des efforts d'aide et de développement (58 %). Il est intéressant de noter que les gens qui se considèrent très bien informés des affaires internationales sont également ceux qui, plus que la moyenne nationale, considèrent comme causes principales la corruption des gouvernements (73 %) et la mauvaise gestion des programmes d'aide (67 %); par contre, les jeunes de 16 et 17 ans (41 %) n'ont généralement pas tendance à percevoir la mauvaise gestion des efforts d'aide et de développement comme un facteur majeur.

Si les Canadiens manquent visiblement de confiance à l'égard des gouvernements africains, leur opinion sur les peuples de ces régions est moins bien définie. Les Canadiens sont également partagés lorsqu'il s'agit de déterminer si la réticence face à la modernisation est une cause majeure (43 %) ou mineure (41 %) de la famine et de la sécheresse.

De plus, la majorité des répondants considèrent comme une cause mineure du problème le fait que les Africains ne font pas suffisamment d'efforts pour réagir. En fait, un répondant sur trois (28 %) déclare que ce n'est pas là une cause de la crise. Les personnes de moins de 34 ans (33 %), celles ayant une formation universitaire (38 %) et les gens au revenu élevé (37 %) ont généralement tendance à affirmer que ce n'est pas là un facteur causal.

Les Canadiens sont également partagés lorsqu'il s'agit de déterminer si l'insuffisance de l'aide au développement en Afrique est une cause majeure ou mineure de la famine. Si l'opinion ne varie pas sensiblement d'un groupe démographique à l'autre, on constate néanmoins des différences en ce qui concerne le niveau de l'aide canadienne à l'étranger. Les personnes affirmant que le Canada ne dépense pas assez pour les pays pauvres sont également celles qui, bien plus que la moyenne nationale, perçoivent l'insuffisance de l'aide accordée comme une cause majeure de la famine (45 % contre 30 %).

Ces données indiquent que les Canadiens ne parviennent pas à isoler une cause spécifique de la famine et de la sécheresse en Afrique. En effet, la majorité d'entre eux attribuent la crise à la combinaison de plusieurs facteurs, notamment la surpopulation, le cadre physique, la mauvaise gestion des terres et des programmes d'aide et de développement, ainsi qu'à la corruption des gouvernements africains. Les avis sont plus partagés en ce qui concerne la réticence des nations africaines à se moderniser, et ceci est encore plus flagrant lorsque l'on évoque directement la responsabilité des Africains eux-mêmes, et leur incapacité à intervenir. Il est intéressant de noter que le problème de la surpopulation est relié à l'échec des gouvernements africains, qui n'ont pas instauré des programmes efficaces de limitation des naissances, plutôt qu'à la population africaine elle-même. D'autre part, le public ne parvient pas à s'entendre sur la question de la réticence face à la modernisation; en effet, la responsabilité est alors attribuée à la fois aux gouvernements et aux populations de l'Afrique. Enfin, les opinions sont également partagées lorsqu'il s'agit de déterminer si les nations industrialisées auraient pu apporter une aide supérieure.

C. Réaction face à la crise

1. La réaction africaine

Les Canadiens font preuve de beaucoup de réserve en ce qui concerne le rôle que joueront les gouvernements africains dans l'amélioration de la situation. Comme nous l'avons vu précédemment, le public accuse les gouvernements d'être corrompus et d'adopter des politiques erronées en matière d'agriculture et de développement. La majorité des répondants (73 %) déclarent n'avoir guère confiance (58 %) ou aucune confiance (15 %) dans le fait que ces gouvernements feront tout leur possible pour soulager la crise en Afrique. De plus, la confiance à l'égard des gouvernements africains ne varie pas dans les divers segments de la société.

Par ailleurs, un grand nombre de Canadiens (53 %) font preuve d'une plus grande confiance à l'égard des populations africaines elles-mêmes, et ils se déclarent très confiants (7 %) ou confiants (46 %) que ces populations feront leur possible pour améliorer la situation. Il est intéressant de noter que les jeunes, et plus particulièrement ceux de 16 et 17 ans (61 %), accordent la plus grande confiance aux populations africaines, alors que les gens de plus de 65 ans sont ceux qui émettent le plus de doutes (37 %). Néanmoins, la faible majorité de répondants accordant leur confiance aux peuples africains permet de penser qu'un grand nombre de Canadiens ont l'attitude opposée.

La perception de l'avenir de l'Afrique est liée au degré de confiance témoigné à l'égard des gouvernements et des populations de ce continent. Les personnes les plus optimistes sont également celles qui font plus confiance aux populations que la moyenne des Canadiens (63 % contre 53 %); par contre, les plus pessimistes sont ceux qui témoignent de la moins grande confiance à l'égard des gouvernements (80 % contre 72 %).

Il est clair que les Canadiens ont une certaine foi dans le désir que peuvent avoir les populations africaines d'améliorer leur situation. Cependant, on constate un manque de confiance très net sur ce point à l'égard des gouvernements africains. La faiblesse des résultats sur ces deux points permet de penser que ces questions sont fondamentales pour ce qui concerne le public et qu'elle risque de limiter le soutien accordé aux opérations de secours si les médias cessent d'intervenir massivement et de mobiliser émotionnellement les Canadiens.

2. La réaction internationale

Si les Canadiens ont tendance à douter que les gouvernements africains feront leur possible pour améliorer la

situation, il font preuve cependant d'une grande confiance à l'égard des gouvernements et des populations des pays riches et industrialisés. Ainsi que le montre le tableau 13, la majorité des répondants pensent que les gouvernements des pays développés (58 %) et leurs populations (60 %) feront tout ce qui est en leur pouvoir pour soulager l'Afrique. Ces impressions sont partagées par les différents groupes de la société.

Tableau 13

**Confiance du public à l'égard
des gouvernements et des populations
des pays industrialisés, en ce qui
concerne les secours à l'Afrique**

	<u>Gouvernements</u>	<u>Populations</u>
	%	%
Très confiants/Confiants	58	60
Pas très confiants/Pas du tout confiants	42	40

Les analyses par recoupement indiquent que la perception de l'avenir des peuples d'Afrique est liée à la confiance témoignée à l'endroit des gouvernements des pays industrialisés. Les personnes les plus optimistes quant à l'avenir de l'Afrique témoignent généralement d'une plus grande confiance quant à l'intervention des gouvernements des pays développés (61 %) que les personnes indiquant leur pessimisme (53 %). Il est intéressant de noter que la perception de l'avenir de l'Afrique n'est pas liée au niveau de confiance quant à l'aide apportée par les populations des pays développés.

Si les répondants pensent que les populations des pays développés feront tout leur possible pour aider les Africains, une grande partie de l'optimisme concernant l'avenir de ces derniers est liée à la confiance accordée aux gouvernements des pays industrialisés. Visiblement, lorsque le public croit que ces gouvernements font leur possible pour améliorer la situation en Afrique, l'optimisme augmente quant à l'avenir de ce continent.

3. La réaction canadienne

Comme nous l'avons vu précédemment, le public associe une certaine image à l'aide canadienne aux pays pauvres. La majorité des gens classent le Canada parmi les nations les plus généreuses sur le plan de l'aide à l'étranger, et ils souhaitent que le pays conserve cette place à l'avenir.

En ce qui concerne l'efficacité de l'aide apportée par le

Canada aux populations d'Afrique, un grand nombre de répondants (56 %) déclarent que notre contribution n'est pas très sensible actuellement mais qu'elle pourrait l'être davantage si les dons étaient mieux utilisés. Cependant, un répondant sur trois (29 %) pense que la contribution du Canada est efficace, alors que 15 % des personnes interrogées déclarent que, même si notre aide est bien utilisée, notre pays est trop petit pour avoir une influence notable. Ces opinions ne varient guère dans les différents groupes de la société.

En ce qui concerne l'efficacité de l'aide canadienne à l'Afrique, les opinions reflètent celles des répondants à l'égard de l'assistance déjà apportée par notre pays, et de la perception des montants alloués à l'aide étrangère. Les personnes affirmant que la contribution canadienne en Afrique a vraiment permis d'améliorer la situation pensent, bien plus que la moyenne nationale, que le Canada ne dépense pas assez au titre de l'aide à l'étranger (34 % contre 29 %); elles sont également d'avis que l'aide canadienne a été très efficace avec le temps dans la lutte contre les problèmes des pays les plus pauvres (37 % contre 29 %).

Les Canadiens préféreraient que le Canada continue à figurer parmi les nations les plus généreuses sur le plan de l'aide à l'étranger. Cependant, le public n'est pas convaincu que cette assistance permet de résoudre les problèmes des nations les plus démunies. Ces données permettent de penser que, si un grand nombre de Canadiens croient à l'efficacité réelle de notre contribution, notamment face aux problèmes de ces pays, la majorité d'entre eux pensent que cette efficacité n'a pas été aussi grande qu'elle aurait pu l'être du fait de l'utilisation qu'on a faite des fonds alloués.

VI. Réaction individuelle face à la crise

A. Principaux facteurs influençant l'attitude à l'égard de la situation en Afrique

La majorité (58 %) des répondants indiquent qu'ils étaient au courant de la situation en Afrique depuis plusieurs années. Les répondants les plus conscients de la situation sont les gens de 45 à 54 ans (67 %), ceux dont le revenu familial est de 40 000 \$ à 49 999 \$ (66 %), ceux qui ont une formation universitaire (69 %) et ceux qui sont très bien informés sur les affaires du monde (69 %). Si un grand nombre (42 %) de répondants déclarent n'avoir pas vraiment eu conscience des problèmes des Africains avant

l'an dernier, il s'agit principalement des jeunes d'âge scolaire (52 %), et plus particulièrement de 16 et 17 ans (67 %). Les tendances caractérisant ces réponses indiquent probablement les sources d'information des différents groupes sociaux. Ainsi, les répondants d'un niveau socio-économique élevé puisent généralement leurs informations dans les journaux et les magazines, alors que le reste de la population dépend dans ce domaine des émissions de télévision.

Ainsi que le montre le tableau 14, la majorité des répondants (61 %) évoquent les émissions télévisées sur la famine lorsqu'on leur demande quels facteurs ont le plus influencé leurs réflexions sur la famine africaine. Dans tous les groupes, la majorité a déclaré que la télévision avait eu la plus forte influence, bien que cette réponse ait été fournie le plus souvent par les gens de 55 à 64 ans (74 %), par ceux ayant une formation universitaire (70 %) et par les francophones (69 %). On peut supposer que, chez les personnes les plus instruites, les émissions de télévision ont renforcé les informations obtenues dans la presse écrite.

Tableau 14

Facteurs influençant le plus l'attitude à l'égard de la situation en Afrique

	<u>Pourcentage</u>
Émissions télévisées sur la famine	61
Interventions des musiciens et d'autres célébrités	22
Appels lancés par les Églises et les autres organismes	13
Interventions de personnes de l'entourage	5

Deux personnes sur dix ont évoqué plus particulièrement l'intervention des musiciens et d'autres célébrités, surtout dans certains segments de la population. Il n'est pas surprenant de retrouver ici les jeunes d'âge scolaire (41 %) et plus spécialement ceux de 16 et 17 ans (43 %), ainsi que les personnes de 18 à 24 ans (39 %). Ces segments ont déclaré avoir été influencés par les appels des célébrités.

Seule une minorité de personnes indique que les appels lancés par les Églises et l'intervention de personnes de leur entourage ont eu une influence déterminante sur leur opinion. Il est cependant intéressant de noter que les appels lancés par les Églises semblent avoir eu la plus forte influence auprès des personnes âgées et des personnes des niveaux socio-économiques les moins élevés; pour être plus précis, il s'agit des personnes gagnant moins de 10 000 \$ (21 %), de celles qui ont un faible niveau d'instruction (27 %) et des plus de 65 ans (25 %). Par ailleurs, les protestants ont été plus influencés par les appels des Églises (17 %) que les catholiques (11 %).

Il est très net que les médias ont été le principal facteur de sensibilisation du public à la famine et à la sécheresse en Afrique. Toutefois, ainsi qu'on pouvait s'y attendre les efforts des Églises et des célébrités ont permis de rejoindre efficacement des groupes particuliers.

B. Le rôle individuel

Lorsque l'on a questionné les répondants sur leurs activités de charité en général, qu'elles soient liées ou non aux secours en Afrique, on a constaté avec surprise que 51 % d'entre eux intervenaient au sein d'un organisme de bienfaisance. Les personnes les plus impliquées dans le cadre de ces activités sont les personnes du troisième âge (64 %), les personnes de formation universitaire (65 %), les protestants (61 %) et les résidents des Prairies (63 %).

De plus, un tiers (32 %) des répondants ont déclaré appartenir à une Église ou à un autre type d'association bénévole qui est intervenue dans les activités de collecte de fonds ou de secours en faveur de l'Afrique. D'un groupe à l'autre, la participation varie de la façon indiquée ci-dessus. En outre, les personnes qui se déclarent très intéressées par les affaires internationales ont tendance, plus que la moyenne nationale, à appartenir à des groupes participant aux secours (40 % contre 32 %).

Si de nombreux Canadiens indiquent qu'ils ont participé à des activités de bienfaisance à caractère général, ou qu'ils appartiennent à des organismes de charité, seul un sur dix (10 %) dit avoir participé activement à des collectes de fonds ou à d'autres interventions pour venir en aide aux Africains. Ces participants actifs affirment, bien plus souvent que le Canadien moyen, que l'on devrait orienter les programmes d'aide à l'étranger vers l'Afrique (77 % contre 69 %) et ils tendent généralement à être plus optimistes en ce qui concerne l'avenir des habitants de ce continent (68 % contre 55 %).

Les Canadiens qui ont participé individuellement à des programmes d'aide à l'Afrique tendent à orienter leurs efforts vers les domaines d'intervention de secours. Les trois quarts (77 %) disent que leurs activités faisaient partie de secours à caractère général, et 23 % seulement déclarent que le but était d'aider un projet ou un groupe particulier.

Bien que le nombre de personnes ayant participé à la collecte de fonds ou à d'autres efforts pour aider les peuples d'Afrique soit peu élevé, beaucoup de Canadiens ont versé de l'argent dans le cadre des programmes de secours. La majorité (56 %) déclare avoir versé de l'argent au cours de l'année écoulée. S'il est vrai que les personnes aux revenus les plus élevés (71 %) et les plus informées sur les affaires

du monde (71 %) sont celles qui ont le plus souvent fait un don, elles sont rejointes en cela par les gens de 45 à 54 ans (63 %) et par ceux qui ont une formation universitaire (63 %). De plus, les Canadiens appartenant à des organismes qui ont collecté des fonds pour l'Afrique sont également ceux qui ont le plus souvent fait un don (67 %). Les analyses par recoupement indiquent que les dons personnels sont liés à l'intérêt manifesté pour la situation en Afrique. Les personnes ayant fait un don aux programmes d'aide à l'étranger ont plus souvent tendance que les autres à exprimer leur inquiétude face au ralentissement des dons (82 % contre 73 %).

Ainsi que l'on peut le voir au tableau 15, la majorité (55 %) des personnes ont confié leurs dons à des groupes religieux (28 %) et à des organismes de secours (27 %). On pourra remarquer que, si une seule personne sur dix déclare avoir été principalement influencée par une Église en ce qui concerne la famine en Afrique, la majorité des Canadiens ont fait des dons par le truchement des organismes religieux (tableau 16). De plus, les personnes de 55 à 64 ans (50 %) sont également celles qui ont le plus souvent fait des dons par l'intermédiaire des groupes religieux, alors que les gens de formation universitaire (39 %) et ceux qui s'intéressent beaucoup aux affaires internationales (36 %) ont généralement versé de l'argent aux organismes de secours.

Tableau 15

Remise des dons individuels

	<u>Pourcentage</u>
Églises	28
Organismes de secours	27
Appels lancés par les artistes de variétés/ Appels connexes	21
Autres types de dons (à l'école, au travail; porte-à-porte; journaux, etc.)	22
Sans opinion/Pas de réponse	1

Une majorité de jeunes gens déclarent avoir versé de l'argent dans le cadre de programmes de variétés ou connexes; plus particulièrement, 45 % des jeunes de 16 à 24 ans ont fait un don de cette manière. Ce résultat n'est pas surprenant quand on sait que ce groupe de répondants n'a que récemment pris conscience du problème, et que les jeunes avouent avoir été plus sensibles aux interventions des musiciens et d'autres célébrités (tableau 17).

Tableau 16

**Facteurs ayant le plus influencé l'attitude
à l'égard de la situation en Afrique, en comparaison
avec le mode de remise des dons**

Facteurs ayant le plus influencé l'attitude	Pourcentage	Mode de remise des dons	Pourcentage
Appels des Église et d'autres organismes	13	Églises	28
Émissions de télévision	61	Organismes de bienfaisance	27
Interventions des musiciens et d'autres célébrités	22	Spectacles ou autres appels	21
Interventions de personnes de l'entourage	5	Autres types de dons (à l'école ou au travail; porte-à-porte; etc.)	22

Bien qu'une majorité de répondants aient versé de l'argent aux programmes de secours en Afrique, seulement un tiers (33 %) d'entre eux indiquent la contribution d'autres membres de leur famille. Ainsi que le montre le tableau 17, les contributions des autres membres de la famille sont liées aux dons individuels en faveur de l'Afrique. La probabilité d'un don de la part des membres de la famille aux efforts de secours augmente si le répondant lui-même a donné de l'argent. De plus, par rapport à la moyenne nationale, un membre de la famille a plus souvent tendance à faire un don lorsque le répondant appartient à un organisme collectant des fonds pour soulager les Africains (42 % contre 33 %).

Tableau 17

**Dons individuels par rapport aux dons
des autres membres de la famille, en
faveur des programmes de secours
à l'Afrique**

	Membres de la famille ayant fait un don	
	Oui	Non
	%	%
Don individuel		
Oui	42	48
Non	21	74

Le mode de remise du don d'un parent est généralement semblable à celui choisi par le répondant. La majorité des personnes interrogées indiquent que les contributions émanant des membres de leur famille ont été versées à des organismes religieux (27 %) ou de bienfaisance (23 %).

Tout comme les jeunes sont ceux qui ont le plus souvent contribué par l'intermédiaire des manifestations de variétés ou de manifestations connexes, le groupe des 16 et 17 ans est également celui où les autres membres de la famille ont plus souvent versé de l'argent par le même biais que le répondant (31 % par rapport à une moyenne nationale de 16 %).

Ces données indiquent que les Canadiens sont très conscients de la situation actuelle en Afrique et que, pour beaucoup d'entre eux, la prise de conscience est due à la couverture de la famine par les médias pendant l'année écoulée. Les Canadiens et leurs familles continuent à vouloir offrir leur aide directement en participant aux activités de secours à l'Afrique et en faisant des dons en argent aux programmes d'aide à l'étranger.

VII. Conclusions et recommandations

- Les affaires internationales continuent à intéresser une grande partie du public canadien.
- Les Canadiens continuent à évoquer leurs inquiétudes à l'égard de la course aux armements, de la menace de guerre nucléaire, de la pauvreté et de la faim. Néanmoins, ils ne pensent pas que ces questions soient prioritaires dans la politique étrangère du gouvernement. La priorité leur semble aller aux problèmes économiques. Bien que la perception de la priorité gouvernemental n'ait pas évolué au cours des six derniers mois, un plus grand nombre de gens indiquent aujourd'hui que les questions économiques sont les questions les plus inquiétantes au niveau mondial.
- Une majorité de Canadiens sont satisfaits du niveau des dépenses effectuées dans le cadre de l'aide aux pays pauvres. Ils pensent également que l'aide ainsi fournie n'amène pas nécessairement à limiter l'assistance dont bénéficient les nécessiteux du Canada.
- Un nombre important de Canadiens pensent que l'aide à l'étranger a permis de soulager les pays pauvres et que le Canada figure parmi les nations les plus généreuses. De plus, la majorité des répondants préféreraient que notre pays conserve cette place à l'avenir. Cependant, les personnes affirmant que le gouvernement dépense trop peu au titre de l'aide à l'étranger sont également celles qui aimeraient voir jouer au Canada le rôle de leader dans ce domaine.

- Si la majorité des Canadiens pense que l'on devrait donner moins d'argent à un grand nombre de pays, et offrir plus à quelques nations, les avis sont partagés lorsqu'il s'agit de savoir si l'on doit orienter l'aide vers les pays les plus pauvres ou vers ceux qui ont le plus fort potentiel de développement. Les personnes d'un niveau socio-économique élevé sont celles qui se déclarent le plus souvent en faveur des derniers.
- La majorité des répondants pense que l'Afrique est la région qui a les plus grands besoins, et que l'aide canadienne doit lui être plus particulièrement consacrée. Plus que les autres groupes, les jeunes se déclarent fortement en faveur de l'orientation de l'aide vers les populations de l'Afrique.
- Personne ou presque ne croit que la famine et la sécheresse sévissant en Afrique sont terminées. De plus, la majorité des répondants est d'avis que la situation ne s'est pas aggravée mais que les émissions de télévision ont permis à un plus grand nombre de gens de prendre conscience de la situation.
- Si 65 % des répondants indiquent que l'on a envoyé assez d'aliments et d'argent en Afrique, les personnes affirmant que le Canada ne dépense pas assez au titre de l'aide à l'étranger sont également celles qui déclarent que l'on n'a pas envoyé suffisamment d'aide.
- Les avis du public sont partagés lorsqu'on lui demande si les dons à l'Afrique ont commencé à ralentir. Cependant, la majorité des personnes répondant par l'affirmative s'inquiètent beaucoup de cette situation.
- Les personnes qui s'intéressent beaucoup aux affaires internationales et celles d'un niveau socio-économique élevé sont les plus pessimistes quant à l'avenir des populations de l'Afrique; par contre, les jeunes de 16 et 17 ans sont les plus optimistes.
- L'absence de programmes de limitation des naissances, l'évolution de l'environnement, la « corruption » des gouvernements africains et la médiocrité des politiques en matière d'agriculture et de développement sont perçues comme les principales causes de la famine. Toutefois, les populations africaines elles-mêmes sont moins critiquées. En fait, la plupart des Canadiens pensent qu'elles feront leur possible pour améliorer la situation.
- Le public est relativement sûr que les gouvernements et les populations des nations industrialisés feront tout leur possible pour aider les Africains. Les personnes manifestant la plus grande confiance à l'endroit des gouvernements sont aussi les plus optimistes quant à l'avenir de l'Afrique.

- La majorité des Canadiens sont d'avis que nos contributions pourraient être plus efficaces si elles étaient mieux utilisées.
- Alors qu'un peu plus de la moitié des Canadiens déclarent connaître la situation en Afrique depuis un certain temps, la majorité d'entre eux affirment que leur opinion sur la famine a été principalement influencée par les émissions télévisées.
- Un tiers des répondants déclarent appartenir à un organisme qui a collecté des fonds ou mené d'autres activités en faveur des Africains; toutefois, seul un répondant sur dix indique qu'il a participé personnellement à ces activités.
- La majorité des répondants ont fait un don aux programmes de secours à l'Afrique. Les personnes qui ont fait un don sont, le plus souvent, celles qui ont un revenu élevé, une formation universitaire, ou qui sont très bien informées sur les affaires du monde.
- La plupart des Canadiens ont fait un don par le truchement de groupes religieux ou d'organismes bénévoles. Il est intéressant de noter que la majorité des jeunes de 16 et 17 ans, dont l'attitude à l'égard de la famine a été principalement influencée par les appels des célébrités, indiquent avoir fait des dons dans le cadre d'activités de variétés ou connexes.
- Un tiers des répondants indiquent que des membres de leurs familles ont fait des dons en faveur de l'Afrique. Les dons des membres de la famille sont plus fréquents si le répondant lui-même a versé de l'argent ou participé à la collecte de fonds pour l'Afrique.
- En résumé, les Canadiens demeurent très inquiets de la situation en Afrique et ils soutiennent toujours les dons aux populations de ce continent. En général, leur attitude témoigne d'un certain réalisme en ce qui concerne l'avenir de l'Afrique mais il conviendrait cependant de stimuler la confiance. Pour que les Canadiens envisagent les programmes d'aide sans arrière-pensées, ils ont besoin de croire que le Canada figure parmi les nations les plus généreuses, que l'aide est attribuée efficacement, que les succès existent et que les gouvernements ont une action positive. Les Canadiens ont également besoin d'être informés continuellement de la situation en Afrique, étant donné que la presse et les autres médias parviennent très bien à galvaniser l'opinion publique. Enfin, la participation individuelle s'étant généralisée, ce type d'action doit être encouragé par le truchement des écoles, des organismes de bienfaisance, des Églises, etc. La cellule familiale semble être un facteur important de recrutement et d'extension de la participation.

Annexe

A. Dépôts des données supplémentaires:

A cause du manque d'espace par rapport aux nombres de pages possibles, les textes suivants ne font pas parti de la publication:

1. sept pages donnant le détail de l'échantillonnage, l'évaluation et la validation;
2. douze pages de réponses textuelles aux questions 3, 42 et 44 (cédule des entrevues);
3. neuf-cents pages réparties en deux volumes regroupant des tableaux et des renvois de données.

Vous pouvez consulter ces documents se trouvant aux endroits dont vous avez la liste ci-dessous.

Bibliothèque publique de Vancouver 750, rue Burrard Vancouver, Colombie-Britannique V6Z 1X5 (604) 665-2280	Conseil canadien pour la coopération internationale 300-200, rue Isabella Ottawa, Ontario K1S 1V7 (613) 236-4547
Bibliothèque publique d'Edmonton 7, Carré Sir Winston Churchill Edmonton, Alberta T5J 2V4 (403) 423-2331	Direction générale des Affaires publiques Agence canadienne de développement international 200, Promenade du Portage Hull, Québec K1A 0G4 (819) 997-5456
Directeur Conseil de la Saskatchewan pour la coopération internationale 2138, rue McIntyre Régina, Saskatchewan S4P 2R7 (306) 757-4669	Bibliothèque Nationale du Québec 1700, rue St. Denis Montréal, Québec H2X 3K6 (514) 873-5661
Bibliothèque métropolitaine de Toronto 789, rue Yonge Toronto, Ontario M4W 2G8 (416) 928-5246	Bibliothèque Killam Université Dalhousie Halifax, N.-É. B3H 4H8 (902) 424-3611
Bibliothèque nationale du Canada 395, rue Wellington Ottawa, Ontario K1A 0N4 (613) 995-7969	

Pour de plus amples renseignements concernant le sondage vous pouvez téléphoner ou écrire à

Decima Research Limited
1, avenue Eglinton est
Toronto, Ontario, M4P 3A1
(416) 483-1724

B. Questions

1. Quel intérêt pensez-vous avoir pour les événements, ou les problèmes de la scène internationale . . . Très intéressé, assez intéressé, peu intéressé, pas du tout intéressé?	TRÈS INTÉRESSÉ	1	(26 %)
	ASSEZ INTÉRESSÉ	2	(53 %)
	PEU INTÉRESSÉ	3	(15 %)
	PAS DU TOUT INTÉRESSÉ	4	(6 %)
	SANS OPINION	5	(0 %)
<hr/>			
2. Et jusqu'à quel point pensez-vous être informés sur le monde des affaires et les résultats de la politique étrangère . . . Très informé, assez informé, peu informé, pas du tout informé?	TRÈS INFORMÉ	1	(12 %)
	ASSEZ INFORMÉ	2	(59 %)
	PEU INFORMÉ	3	(25 %)
	PAS DU TOUT INFORMÉ	4	(3 %)
	SANS OPINION	5	(0 %)

Remarque 1 : il se peut que le total des réponses ne soit pas de 100 pour 100 car les chiffres ont été arrondis dans les annexes techniques.

2 : (•) indique un pourcentage supérieur à 0 mais inférieur à 0,5 dans les annexes techniques.

3. Si vous aviez à citer un événement ou un problème qui, selon vous, est le plus important pour le monde, celui qui vous concerne le plus personnellement, quel serait-il? (SONDEZ . . . N'ACCEPTÉZ QU'UNE SEULE RÉPONSE . . . LA RÉPONSE DOIT AVOIR AU MOINS DIX MOTS)

GUERRE NUCLÉAIRE	01	(21 %)
GUERRE/PAIX MONDIALE	02	(14 %)
CONFLITS AU MOYEN-ORIENT	03	(4 %)
TERRORISME/VIOLENCE	04	(3 %)
GUERRE DES ÉTOILES/NAVETTE SPATIALE	05	(2 %)
FAIM DANS LE MONDE	06	(16 %)
PAUVRETÉ	07	(3 %)
CHÔMAGE	08	(7 %)
INFLATION	09	(3 %)
ÉCONOMIE	10	(4 %)
VALEUR DU DOLLAR	11	(2 %)
LIBRE-ÉCHANGE	12	(1 %)
PROBLÈMES GOUVERNEMENTAUX	13	(4 %)
POLLUTION/ENVIRONNEMENT	14	(2 %)
RESSOURCES NATURELLES	15	(•)
MÉTÉOROLOGIE/CATASTROPHES NATURELLES	16	(•)
PROBLÈMES SOCIAUX ET MORaux/SANTÉ	17	(4 %)
DROGUE	18	(•)
PROBLÈMES DE LA JEUNESSE	19	(•)
AUTRES ASPECTS SOCIAUX	20	(•)
AUCUN PROBLÈME	21	(2 %)
AUTRES PROBLÈMES	22	(1 %)
SANS OPINION	23	(6 %)
AUCUNE RÉPONSE	24	(1 %)

4. Des cinq principaux problèmes suivants concernant le monde, lequel pensez-vous est le plus sérieux . . . Problèmes économiques, la pauvreté et la faim, la course aux armements, la violation des droits de l'homme, ou le défi à la démocratie mondiale?	PROBLÈMES		
	ÉCONOMIQUES	1	(22 %)
	LA PAUVRETÉ ET LA FAIM	2	(39 %)
	LA COURSE AUX ARMEMENTS	3	(24 %)
	LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME	4	(7 %)
	LE DÉFI À LA DÉMOCRATIE MONDIALE	5	(7 %)
	SANS OPINION	6	(1 %)

5. En réfléchissant à la <i>politique étrangère</i> du Canada au mieux de vos connaissances, à quel sujet suivant donne-t-elle la plus grande priorité . . . Régler les problèmes économiques tels que le commerce, soulager la pauvreté et la faim, diminuer les menaces de violation des droits de l'homme, ou promouvoir la démocratie dans le monde?	PROBLÈMES		
	ÉCONOMIQUES	1	(39 %)
	LA PAUVRETÉ ET LA FAIM	2	(21 %)
	LA RÉDUCTION DES MENACES DE GUERRE	3	(18 %)
	LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME	4	(7 %)
	LA PROMOTION DE LA DÉMOCRATIE	5	(12 %)
	SANS OPINION	6	(4 %)

J'aimerais vous poser quelques questions concernant l'aide au Tiers-monde.

6. Selon votre propre opinion ou ce que vous avez pu lire, entendre ou voir, pensez-vous que le Canada dépense trop d'argent pour aider les pays pauvres dans le monde, le bon montant, ou pas assez?	TROP	1	(21 %)
	LE BON MONTANT	2	(48 %)
	PAS ASSEZ	3	(30 %)
	SANS OPINION	4	(1 %)

7. À quel point croyez-vous que l'aide canadienne a été efficace au cours des années pour résoudre les problèmes des pays pauvres . . . (LISEZ LA LISTE)?	TRÈS EFFICACE	1	(9 %)
	ASSEZ EFFICACE	2	(57 %)
	PEU EFFICACE	3	(28 %)
	PAS DU TOUT EFFICACE	4	(5 %)
	SANS OPINION	5	(1 %)

J'aimerais vous lire quelques déclarations et vous demander de me dire pour chacune d'elles si vous êtes fortement en accord, en accord, en désaccord ou fortement « opposé ». La première déclaration est . . . (LISEZ LA PREMIÈRE DÉCLARATION, ALTERNEZ LES DÉCLARATIONS DE 8 À 10)

8. Je me demande souvent si nous ne ferions pas mieux d'aider les gens pauvres ici au Canada plutôt que dans d'autres pays.	FORTEMENT EN ACCORD	1	(28 %)
	EN ACCORD	2	(50 %)
	EN DÉSACCORD	3	(19 %)
	FORTEMENT OPPOSÉ	4	(2 %)
	SANS OPINION	5	(1 %)

9. Quand les Canadiens donnent davantage pour aider la faim dans d'autres pays, ils ne donnent pas nécessairement moins pour aider les gens pauvres au Canada.	FORTEMENT EN ACCORD ...	1	(7 %)
	EN ACCORD	2	(60 %)
	EN DÉSACCORD	3	(30 %)
	FORTEMENT OPPOSÉ	4	(2 %)
	SANS OPINION	5	(1 %)

10. Même si je suis concerné(e) par les restrictions des dépenses du gouvernement, je ne pense pas que nous devrions réduire la contribution du Canada à l'aide étrangère.	FORTEMENT EN ACCORD ...	1	(12 %)
	EN ACCORD	2	(61 %)
	EN DÉSACCORD	3	(23 %)
	FORTEMENT OPPOSÉ	4	(3 %)
	SANS OPINION	5	(1 %)

FIN DE ROTATION

11. En décidant où dépenser l'aide financière, nous pouvons soit donner de grandes sommes à moins de pays, soit donner de plus petites sommes à de nombreux pays.	GRANDES SOMMES — MOINS DE PAYS	1	(29 %)
	PLUS PETITES SOMMES — NOMBREUX PAYS	2	(68 %)
	SANS OPINION	3	(3 %)

Laquelle de ces deux solutions préféreriez-vous que le Canada adopte?

12. Nous pouvons aussi choisir d'envoyer notre argent dans les pays où les gens sont les plus pauvres, ou dans les pays où le besoin peut être moindre, mais où les chances pour les pays de se développer sont plus grandes.	ENVOI DANS LES PAYS LES PLUS PAUVRES	1	(44 %)
	ENVOI AVEC MEILLEUR ESPOIR	2	(54 %)
	SANS OPINION	3	(2 %)

Quelle solution préféreriez-vous que le Canada adopte?

13. Comme vous le savez probablement, les pays les plus pauvres du monde sont situés dans trois régions . . . Amérique centrale et les Caraïbes, Afrique, et Asie.	AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES	1	(16 %)
	AFRIQUE	2	(72 %)
	ASIE	3	(9 %)
	SANS OPINION	4	(3 %)

Laquelle de ces trois régions, selon vous, a le plus besoin d'être aidée . . . (LISEZ LA LISTE, ALTERNEZ)?

14. Si vous étiez obligé de choisir la région vers laquelle vous destinerez les efforts de l'aide canadienne, laquelle des trois régions suivantes choisiriez-vous (LISEZ LA LISTE, ALTERNEZ)?	AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES	1	(19 %)
	ASIE	2	(11 %)
	AFRIQUE	3	(67 %)
	SANS OPINION	4	(2 %)

15. À l'heure actuelle, avez-vous le sentiment que le Canada est un leader mondial dans l'aide apportée, est parmi les nations les plus généreuses, ou parmi les nations les moins généreuses?	LEADER MONDIAL	1	(8 %)
	PARMI LES PLUS GÉNÉREUSES	2	(75 %)
	PARMI LES MOINS GÉNÉREUSES	3	(15 %)
	SANS OPINION	4	(2 %)
16. Laquelle de ces trois positions préféreriez-vous que le Canada adopte dans l'avenir . . . Être un leader mondial, être parmi les nations les plus généreuses, ou être parmi les nations les moins généreuses?	LEADER MONDIAL	1	(21 %)
	PARMI LES PLUS GÉNÉREUSES	2	(68 %)
	PARMI LES MOINS GÉNÉREUSES	3	(11 %)
	SANS OPINION	4	(.)
17. Jusqu'à quel point êtes-vous familier avec la situation de la famine en Afrique . . . Diriez-vous que vous êtes très familier, familier, peu familier, ou pas familier du tout?	TRÈS FAMILIER	1	(12 %)
	FAMILIER	2	(59 %)
	PEU FAMILIER	3	(26 %)
	PAS FAMILIER DU TOUT	4	(2 %)
	SANS OPINION	5	(0 %)
18. Au mieux de vos connaissances, la famine est-elle finie en Afrique?	OUI	1	(3 %)
	NON	2	(97 %)
	SANS OPINION	3	(.)
19. Au mieux de vos connaissances, la sécheresse qui affecte quelques régions d'Afrique continue-t-elle, a-t-il plu un peu mais pas assez, ou a-t-il plu suffisamment pour permettre des récoltes?	LA SÉCHERESSE CONTINUE	1	(35 %)
	UN PEU DE PLUIE	2	(51 %)
	SUFFISAMMENT DE PLUIE	3	(8 %)
	SANS OPINION	4	(5 %)
20. Depuis que la famine est largement connue, pensez-vous que la nourriture et l'argent envoyés à l'Afrique par le monde entier ont été plus que suffisants, juste suffisants, ou pas suffisants.	PLUS QUE SUFFISANTS	1	(8 %)
	JUSTE SUFFISANTS	2	(28 %)
	PAS SUFFISANTS	3	(64 %)
	SANS OPINION	4	(1 %)

Plusieurs personnes expliquent de différentes façons les causes de la famine en Afrique. Je vais vous lire une liste de ces déclarations qui ont été suggérées, et vous demanderai de me dire, pour chacune d'elles, si vous pensez que c'est une cause principale, une cause secondaire ou pas la cause du tout de tous les problèmes. La première est . . . (ALTERNEZ LES DÉCLARATIONS 21 À 28 . . . LISEZ LA PREMIÈRE DÉCLARATION)

21. Les pays industrialisés, plus riches, n'ont pas en général aidé suffisamment au développement de l'Afrique.	CAUSE PRINCIPALE	1	(37 %)
	CAUSE SECONDAIRE	2	(46 %)
	PAS DU TOUT LA CAUSE	3	(16 %)
	SANS OPINION	4	(1 %)

22. Les gouvernements des pays africains n'ont pas développé une politique solide pour l'aménagement du territoire et l'agriculture.	CAUSE PRINCIPALE	1	(68 %)
	CAUSE SECONDAIRE	2	(26 %)
	PAS DU TOUT LA CAUSE ...	3	(4 %)
	SANS OPINION	4	(1 %)
23. Il y a surpopulation ou efforts insuffisants en matière de contrôle des naissances.	CAUSE PRINCIPALE	1	(71 %)
	CAUSE SECONDAIRE	2	(23 %)
	PAS DU TOUT LA CAUSE ...	3	(6 %)
	SANS OPINION	4	(1 %)
24. L'environnement s'est modifié, amenant des pluies rares et des déserts plus grands.	CAUSE PRINCIPALE	1	(70 %)
	CAUSE SECONDAIRE	2	(23 %)
	PAS DU TOUT LA CAUSE ...	3	(6 %)
	SANS OPINION	4	(1 %)
25. Les pays africains sont trop hésitants à moderniser leur mode de vie.	CAUSE PRINCIPALE	1	(42 %)
	CAUSE SECONDAIRE	2	(41 %)
	PAS DU TOUT LA CAUSE ...	3	(15 %)
	SANS OPINION	4	(2 %)
26. Les efforts d'aide et de développement dans le passé ont été mal gérés.	CAUSE PRINCIPALE	1	(57 %)
	CAUSE SECONDAIRE	2	(34 %)
	PAS DU TOUT LA CAUSE ...	3	(8 %)
	SANS OPINION	4	(1 %)
27. Les Africains ne font pas de grands efforts pour s'aider eux-mêmes.	CAUSE PRINCIPALE	1	(28 %)
	CAUSE SECONDAIRE	2	(42 %)
	PAS DU TOUT LA CAUSE ...	3	(28 %)
	SANS OPINION	4	(1 %)
28. Les gouvernements dans beaucoup de pays africains sont corrompus.	CAUSE PRINCIPALE	1	(63 %)
	CAUSE SECONDAIRE	2	(29 %)
	PAS DU TOUT LA CAUSE ...	3	(5 %)
	SANS OPINION	4	(2 %)
FIN DE ROTATION			
29. Certaines personnes prétendent que, l'année dernière, la situation était pire qu'elle ne l'a été pendant très longtemps. D'autres disent que la situation n'a pas été pire que les autres années, mais que la télévision a rendu les gens beaucoup plus conscients de ces problèmes. En réfléchissant à ces deux points de vue, lequel des deux reflète le mieux votre opinion?	SITUATION PIRE	1	(23 %)
	MÊME SITUATION QUE D'HABITUDE	2	(76 %)
	SANS OPINION	3	(.)

30. Certaines personnes ont le sentiment que, pendant un moment l'année dernière, beaucoup d'argent et de vivres ont été envoyés en Afrique grâce à l'importance de la publicité au sujet de la famine, et que, depuis cette période, les dons ont commencé à ralentir et à diminuer.

D'autres pensent que l'importance de ces dons n'a pas ralenti, mais que nous en entendons moins parler.

En réfléchissant à ces deux points de vue, lequel des deux reflète le mieux votre opinion?

LES DONN ONT RALENTI
(ALLEZ À LA Q. 31) 1 (51 %)
LES DONN N'ONT PAS RALENTI
(SAUTEZ À LA Q.32) 2* (48 %)
SANS OPINION 3 (1 %)

SI « LES DONN ONT RALENTI » À LA Q.30, DEMANDEZ :

31. Diriez-vous que le fait que les dons aient ralenti est un sujet très inquiétant, assez inquiétant, seulement un peu inquiétant, ou pas du tout inquiétant?	TRÈS INQUIÉTANT 1	(23 %)
	ASSEZ INQUIÉTANT 2	(56 %)
	SEULEMENT UN PEU INQUIÉTANT 3	(16 %)
	PAS DU TOUT INQUIÉTANT 4	(5 %)
	SANS OPINION 5	(.)

32. En réfléchissant à l'avenir de l'Afrique, diriez-vous que vous êtes très optimiste, optimiste, pessimiste, ou très pessimiste à propos des perspectives des peuples qui vivent là-bas?	TRÈS OPTIMISTE 1	(3 %)
	OPTIMISTE 2	(52 %)
	PESSIMISTE 3	(39 %)
	TRÈS PESSIMISTE 4	(6 %)
	SANS OPINION 5	(1 %)

En réfléchissant aux différents groupes qui peuvent jouer un rôle dans la garantie d'un avenir meilleur pour la situation en Afrique, j'aimerais que vous me disiez, pour chacun des groupes suivants, si vous êtes très confiant, confiant, peu confiant ou pas du tout confiant à savoir s'ils feront tout ce qu'ils peuvent. Que pensez-vous . . . (LISEZ LA PREMIÈRE PHRASE . . . ALTERNEZ LES PHRASES 33 à 36)

33. des gouvernements des pays industrialisés, plus riches?	TRÈS CONFIANT 1	(6 %)
	CONFIANT 2	(52 %)
	PEU CONFIANT 3	(38 %)
	PAS DU TOUT CONFIANT ... 4	(4 %)
	SANS OPINION 5	(.)

34. des peuples africains eux-mêmes?	TRÈS CONFIANT	1	(7 %)
	CONFIANT	2	(46 %)
	PEU CONFIANT	3	(42 %)
	PAS DU TOUT CONFIANT ...	4	(5 %)
	SANS OPINION	5	(1 %)
35. des gouvernements des pays africains?	TRÈS CONFIANT	1	(2 %)
	CONFIANT	2	(25 %)
	PEU CONFIANT	3	(57 %)
	PAS DU TOUT CONFIANT ...	4	(15 %)
	SANS OPINION	5	(1 %)
36. des peuples vivant dans des pays industrialisés, plus riches?	TRÈS CONFIANT	1	(5 %)
	CONFIANT	2	(55 %)
	PEU CONFIANT	3	(36 %)
	PAS DU TOUT CONFIANT ...	4	(4 %)
	SANS OPINION	5	(.)

FIN DE ROTATION

37. Certaines personnes prétendent que, même si tous les gouvernements faisaient tout ce qu'ils pouvaient, la situation en Afrique ne pourrait pas s'améliorer parce que le climat, dans cette partie du monde, varie et qu'il n'y aura jamais suffisamment d'eau là-bas.	LA SÉCHERESSE NE FINIRA		
	JAMAIS	1	(26 %)
	LA SÉCHERESSE FINIRA		
	UN JOUR	2	(73 %)
	SANS OPINION	3	(1 %)

D'autres affirment que cette sécheresse, comme d'autres dans le passé, se terminera un jour, et que les perspectives de l'Afrique deviendront bonnes si les gouvernements et la population du monde font tout ce qu'ils peuvent pour l'aider.

En réfléchissant à ces deux points de vue, lequel reflète le mieux votre opinion?

38. Certaines personnes disent que nous avons une plus grande responsabilité à assurer une aide aux pays africains, plutôt qu'à d'autres pays pauvres en raison de la manière dont les nations de race blanche ont traité les Africains dans le passé . . . Diriez-vous que vous êtes fortement en accord, en accord, en désaccord ou fortement en désaccord avec cette déclaration?	FORTEMENT EN ACCORD ...	1	(6 %)
	EN ACCORD	2	(35 %)
	EN DÉSACCORD	3	(44 %)
	FORTEMENT « OPPOSÉ » ...	4	(14 %)
	SANS OPINION	5	(1 %)

39. Laquelle des catégories suivantes, diriez-vous, a eu le plus d'impact sur votre opinion à propos de la situation en Afrique? (LISEZ LA LISTE, EN ALTERNANT)	REPORTAGE TÉLÉVISÉ SUR LA FAMINE 1 (60 %) LES EFFORTS DES MUSICIENS ET DES AUTRES CÉLÉBRITÉS 2 (21 %) LES EFFORTS DES GENS QUE VOUS CONNAISSEZ PERSONNELLEMENT 3 (5 %) LES APPELS DE L'ÉGLISE ET DES AUTRES ORGANISATIONS 4 (12 %) AUTRE (SPÉCIFIEZ) 5 (1 %) SANS OPINION 6 (.)
40. Certaines personnes prétendent qu'elles n'étaient pas vraiment conscientes des problèmes que les peuples d'Afrique avaient connus jusqu'à environ l'année dernière.	RÉCEMMENT CONSCIENT ... 1 (42 %) CONSCIENT DEPUIS DES ANNÉES 2 (58 %) SANS OPINION 3 (.)
D'autres prétendent qu'ils étaient au courant et étaient conscients des circonstances en Afrique depuis plusieurs années.	
Auquel de ces groupes appartenez-vous?	
41. Avez-vous donné personnellement de l'argent pour contribuer aux efforts d'aide à l'Afrique l'année dernière?	OUI (ALLEZ À LA Q.42) 1 (56 %) NON (SAUTEZ À LA Q.43) ... 2 (44 %) SANS OPINION 3 (.)

SI OUI À Q.41, DEMANDEZ :

42. Quel moyen avez-vous utilisé pour votre don? (SONDEZ . . .
N'ACCEPTÉZ QU'UNE SEULE RÉPONSE . . . LA RÉPONSE
DOIT AVOIR AU MOINS DIX MOTS)

ÉGLISE	01	(28 %)
LIVE AID	02	(7 %)
ACHAT DE DISQUES	03	(4 %)
APPEL TÉLÉVISÉ	04	(9 %)
VARIÉTÉS — GÉNÉRAL	05	(1 %)
OXFAM	06	(2 %)
WORLD VISION	07	(2 %)
CROIX—ROUGE	08	(2 %)
UNICEF	09	(3 %)
AFRICAN RELIEF	10	(2 %)
CARE	11	(2 %)
ORGANISME DE SECOURS — SPÉCIFIQUE	12	(6 %)
ORGANISME DE SECOURS — NON SPÉCIFIQUE	13	(7 %)
CARDINAL LÉGER	14	(1 %)
LIEU DE TRAVAIL	15	(6 %)
PORTE-À-PORTE	16	(4 %)
ÉCOLES	17	(2 %)
BOÎTES POUR LES DONS DANS LES MAGASINS	18	(2 %)
APPEL DANS LES JOURNAUX	19	(1 %)
BOÎTES POUR LES DONS DANS LES BANQUES	20	(3 %)
CONTRIBUTION PERSONNELLE — NON SPÉCIFIQUE .	21	(4 %)
AUTRES	22	(.)
NE SAIS PAS	23	(.)
AUCUNE RÉPONSE	24	(1 %)

43. D'autres membres de votre famille ont-ils donné de l'argent pour con- tribuer aux efforts d'aide à l'Afrique	OUI (ALLEZ À LA Q.44)	1	(33 %)
	NON (SAUTEZ À LA Q.45) ... 2*		(60 %)
	SANS OPINION	3	(8 %)

SI « OUI » À LA Q.43, DEMANDEZ :

44. Au mieux de vos connaissances, pouvez-vous me dire quel moyen l'autre membre ou les autres membres de votre famille ont choisi pour leurs dons? (SONDEZ . . . N'ACCEPTÉZ QU'UNE SEULE RÉPONSE . . . LA RÉPONSE DOIT AVOIR AU MOINS DIX MOTS)

ÉGLISE	01	(27 %)
LIVE AID	02	(4 %)
ACHAT DE DISQUES	03	(3 %)
APPEL TÉLÉVISÉ -	04	(9 %)
LOISIRS — GÉNÉRAL	05	(.)
OXFAM	06	(2 %)
WORLD VISION	07	(1 %)
CROIX-ROUGE	08	(2 %)
UNICEF	09	(2 %)
AFRICAN RELIEF	10	(1 %)
CARE	11	(0 %)
ORGANISME DE SECOURS — SPÉCIFIQUE	12	(9 %)
ORGANISME DE SECOURS — NON SPÉCIFIQUE	13	(5 %)
CARDINAL LÉGER	14	(.)
LIEU DE TRAVAIL	15	(2 %)
PORTE-À-PORTE	16	(2 %)
ÉCOLES	17	(5 %)
BOÎTES POUR LES DONS DANS LES MAGASINS	18	(2 %)
APPEL DANS LES JOURNAUX	19	(.)
BOÎTES POUR LES DONS DANS LES BANQUES	20	(1 %)
CONTRIBUTION PERSONNELLE — NON SPÉCIFIQUE	21	(6 %)
AUTRES	22	(.)
NE SAIS PAS	23	(16 %)
AUCUNE RÉPONSE	24	(1 %)

45. Que vous ayez ou non donné de l'argent, avez-vous participé activement à la collecte des fonds, ou à d'autres efforts pour soulager les problèmes de l'Afrique?	OUI (ALLEZ À LA Q.46) 1	(10 %)
	NON (SAUTEZ À LA Q.47) .. 2*	(91 %)
	SANS OPINION 3	(0 %)

SI « OUI » à la Q.45, DEMANDEZ :

46. Ces efforts devaient-ils contribuer à un projet spécifique ou aider un groupe de personnes, ou bien faisaient-ils partie de l'effort d'aide général?	AIDE À UN PROJET SPÉCIFIQUE OU À UN GROUPE 1	(23 %)
	CONTRIBUTION À L'EFFORT GÉNÉRAL 2	(77 %)
	SANS OPINION 3	(0 %)

47. Appartenez-vous à une Église, ou à une organisation bénévole qui a aidé à augmenter les fonds ou fait autre chose pour soulager les problèmes africains?

OUI	1	(32 %)
NON	2	(67 %)
SANS OPINION	3	(1 %)

48. Participez-vous à des œuvres charitables qui ne sont pas liées aux efforts faits pour la famine en Afrique.

OUI	1	(51 %)
NON	2	(49 %)
SANS OPINION	3	(0 %)

49. Certaines personnes disent que les contributions du Canada ont vraiment fait une différence en Afrique.

NOS CONTRIBUTIONS FONT UNE GRANDE DIFFÉRENCE	1	(29 %)
--	---	--------

D'autres disent que nos contributions ne font pas vraiment beaucoup de différences, mais pourraient en faire si elles étaient mieux dépensées.

NOS CONTRIBUTIONS NE FONT PAS UNE GRANDE DIFFÉRENCE MAIS LE POURRAIENT SI ELLES ÉTAIENT MIEUX DÉPENSÉES	2	(55 %)
---	---	--------

D'autres encore disent que la façon de dépenser nos contributions n'importe pas, nous sommes un trop petit pays pour peser lourd dans la balance.

TROP PETIT PAYS POUR QUE NOS CONTRIBUTIONS FASSENT UNE GRANDE DIFFÉRENCE	3	(15 %)
SANS OPINION	4	(1 %)

Lequel de ces trois points de vue reflète le mieux le vôtre?

J'aurais finalement quelques questions à vous poser à des fins statistiques . . .

50. Quel est votre âge, s.v.p.? (SI LE RÉPONDANT REFUSE, OFFREZ DE LUI LIRE LES CATÉGORIES ET DEMANDEZ-LUI À QUELLE CATÉGORIE IL/ELLE APPARTIENT)

16-17 ANS	01	(4 %)
18-19 ANS	02	(4 %)
20-24 ANS	03	(12 %)
25-29 ANS	04	(15 %)
30-34 ANS	05	(14 %)
35-39 ANS	06	(14 %)
40-44 ANS	07	(7 %)
45-49 ANS	08	(6 %)
50-54 ANS	09	(5 %)
55-59 ANS	10	(6 %)
60-64 ANS	11	(4 %)
65 ANS ET PLUS	12	(9 %)

51. Dans quelle catégorie se situe le revenu annuel de votre foyer? (LIRE LES CHOIX DE RÉPONSES)	MOINS DE 5 000 \$	01	(4 %)
	DE 5 000 - 9 999 \$	02	(8 %)
	DE 10 000 \$ - 14 999 \$	03	(13 %)
	DE 15 000 \$ - 19 999 \$	04	(13 %)
	DE 20 000 \$ - 24 999 \$	05	(12 %)
	DE 25 000 \$ - 29 999 \$	06	(15 %)
	DE 30 000 \$ - 34 999 \$	07	(8 %)
	DE 35 000 \$ - 39 999 \$	08	(9 %)
	DE 40 000 \$ - 44 999 \$	09	(4 %)
	DE 45 000 \$ - 49 999 \$	10	(3 %)
	DE 50 000 \$ ET PLUS	11	(11 %)

52A. Fréquentez-vous actuellement une école, un collège, ou une université en tant qu'étudiant à temps plein?	NON (ALLEZ À LA Q.52B) . . A		
	OUI (SAUTEZ À LA Q.53) . . . 6*	(11 %)	

SI « NON » À LA Q.52A, DEMANDEZ :			
52B. Quel est le plus haut degré de scolarité que vous avez atteint?	ÉLÉMENTAIRE (NIVEAU 1-8)	1	(10 %)
	SECONDAIRE (QUELQUES ANNÉES)	2	(21 %)
	DIPLÔMÉ DU SECONDAIRE (NIVEAU 12 OU 13)	3	(29 %)
	CEGEP/GÉNÉRAL/ PROFESSIONNEL/TECH	4	(12 %)
	UNIVERSITÉ (QUELQUES ANNÉES)	5	(5 %)
	DIPLÔMÉ UNIVERSITAIRE	7	(13 %)

53. À quelle religion appartenez-vous?	CATHOLIQUE	1	(46 %)
	PROTESTANTE	2	(39 %)
	JUIVE	3	(2 %)
	AUCUNE/ATHÉE AGNOSTIQUE)	4	(11 %)
	GRECQUE ORTHODOXE	5	(.)
	MORMONE	6	(.)
	ARMÉE DU SALUT	7	(.)
	SIKH	8	(.)
	AUTRE	9	(2 %)

54. Sexe (PAR OBSERVATION)	MASCULIN	1	(50 %)
	FÉMININ	2	(50 %)

55. Langue du questionnaire.	ANGLAISE	1	(76 %)
	FRANÇAISE	2	(24 %)

doc
CA1
EA400
86C11
EXF

.62027707(E)
.62087698(F)

Canadians and Africa:



What Was Said



**A Report for the Honourable David MacDonald
Canadian Emergency Coordinator/African Famine of a
nation-wide survey by Decima Research Ltd
conducted in February 1986.**

o Canadian Emergency Coordinator/African Famine 1986
200 Promenade du Portage
Hull, Quebec
K1A 0G4

Canadian cataloguing in publication data

Main entry under title:

Canadians and Africa : what was said : a report for the Honourable David MacDonald, Canadian Emergency Coordinator/African Famine, of a nation-wide survey by Decima Research Ltd conducted in February 1986

Text in English and French.

Title on added t. p., inverted: Les Canadiens et l'Afrique.

ISBN 0-9692493-1-4

1. Famines—Africa. 2. Canadians—Attitudes.
3. Public opinion—Canada. I. MacDonald, David, 1936- II. Canada. Canadian Emergency Coordinator/African Famine III. Decima Research IV. Title: Les Canadiens et l'Afrique.

HC800.C37 1986 363.8'096 C86-090158-0E

This report was prepared with the collaboration of:

Alan Clarke Yvette Knott
Clovis Demers Marie-Andrée Lalonde
Bea Hampson

Translation by Jean-Marie Barrier

Photographs: Department of Regional
Industrial Expansion

Canadians and Africa: What Was Said

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

NOV 10 1986

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

**A Report for the Honourable David MacDonald
Canadian Emergency Coordinator/African Famine of a
nation-wide survey by Decima Research Ltd
conducted in February 1986.**

43-243-810 (Eng)
43-243-811 (Fre)



Gouvernement du Canada Government of Canada

Coordonnateur canadien
des secours d'urgence Canadian Emergency
Coordinator

Famine en Afrique African Famine

March 31st, 1986

The Honourable Monique Vézina, P.C., M.P.
Minister for External Relations
Lester B. Pearson Building
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Minister,

I am pleased to enclose a copy of CANADIANS AND AFRICA:
WHAT WAS SAID, a nation-wide survey of attitudes towards foreign
aid issues.

During the height of the emergency from the autumn of 1984
to the early months of 1985 when millions of dollars were being con-
tributed to famine relief there was little question Canadians were
deeply moved by what was happening in Africa.

In subsequent months, as I travelled throughout Canada
I was impressed by the level of understanding Canadians had of the
causes of the famine and their commitment to the need for longer-term
support to avert future tragedies.

However, to better understand Canadian attitudes about the
African famine crisis, a decision was made to commission an objective
study of their views on this issue.

Decima Research was asked to undertake the study, building
on earlier opinion surveys they had done on foreign policy and other
aid issues. This report includes their complete analysis and the
interview schedule (questionnaire). To facilitate public access to
all background documentation, 19 pages of data describing sample
selection, weighting and validation; the verbatim responses, as well
as 900 pages of aggregate tables and cross-tabulations have been made
available in various locations across the country (see listing in the
appendix).

Yours sincerely,

David MacDonald
Canadian Emergency Coordinator
African Famine

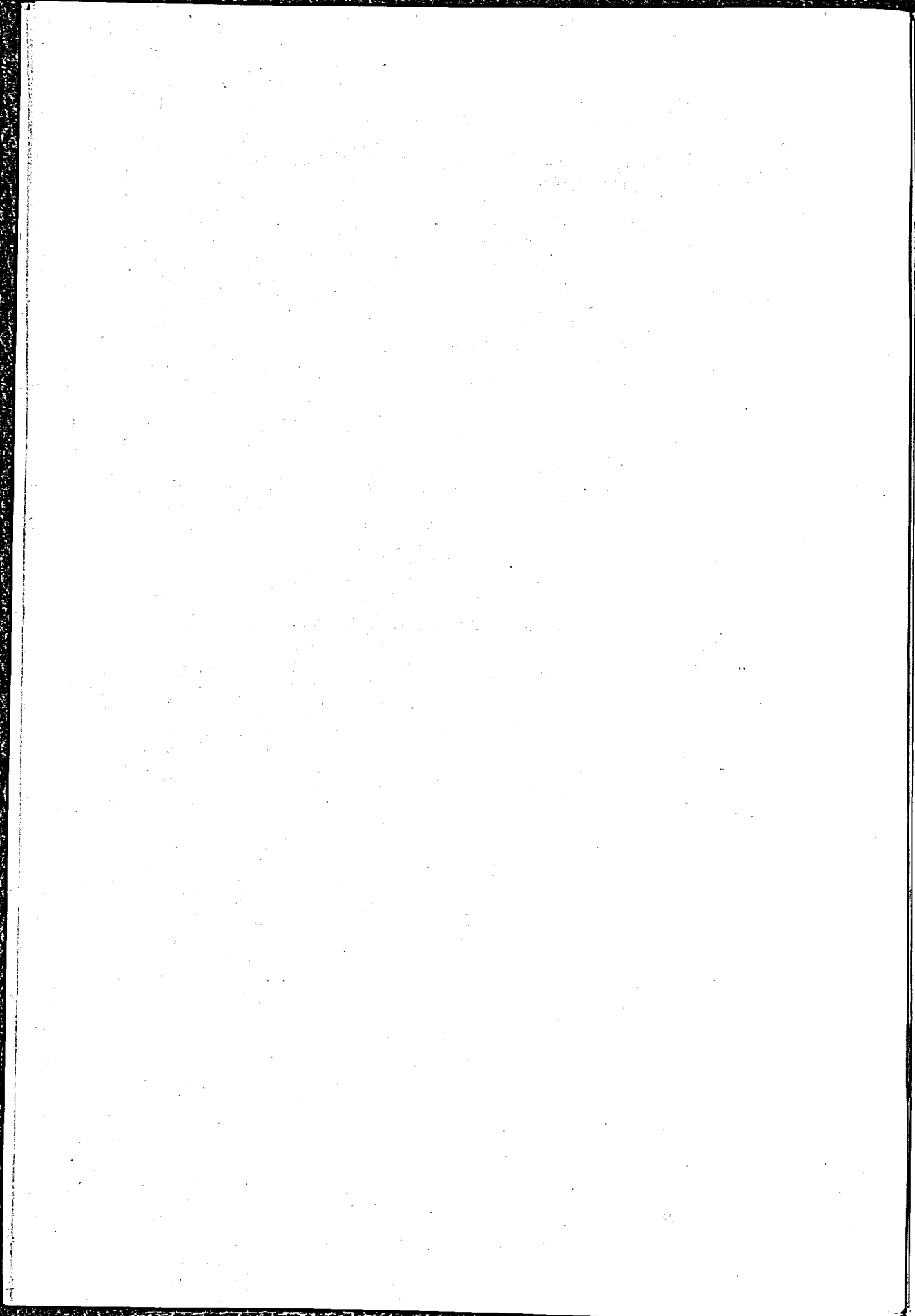
200, Promenade du Portage
Hull (Québec)
Canada
K1A 0G4

200 Promenade du Portage
Hull, Quebec
Canada
K1A 0G4

Canada

Contents

I. Introduction	5
II. Levels of interest and information regarding international affairs	6
III. Global overview of international issues	6
A. Top of Mind Concerns	6
B. Most Serious Issue Facing The World (Aided)	8
C. Perceptions of Canada's Foreign Policy Priorities	10
IV. International Aid	14
A. The Level and Effectiveness of Aid	14
B. Canada As World Leader	16
C. Attitudes Toward the Focus of Aid	17
D. Regional Preferences	19
V. African Famine Relief	20
A. Perception of Problem	20
B. Perception of Cause	22
C. Response to the Problem	24
1. African response	24
2. International response to problem	25
3. Canadian response to problem	25
VI. Individual response to problem	26
A. Primary Factors Influencing Attitudes Toward African Situation	26
B. Role of the Individual	28
VII. Conclusions and Recommendations	31
Appendix	34
A. Locations for Further Data	34
B. Interview Schedule	35



I. Introduction

Decima Research is pleased to present to the Canadian Emergency Coordinator/African Famine the results of a national survey of 1,350 Canadian residents (16 years of age and older) regarding their attitudes toward a variety of foreign aid issues. The issue areas examined include: global concerns and views of Canada's foreign policy priorities, international aid, perceptions of the problem and cause of the African famine and drought, and individual and national response to the situation.

Bruce Anderson, Director of Government Affairs was the Project Director for this research. He was assisted by Martha Cronyn, Research Analyst, Wendy Webb, Research Assistant and Norman Brown, Research Assistant.

The actual interviewing for the study was conducted between February 1 and 6, 1986. As well, the sample size used in this survey is accurate to within ± 2.81 percentage points, 95 out of 100 times.

II. Levels of Interest and Information Regarding International Affairs

During the summer of 1985, almost all Canadians (83%) claimed to be interested in international events or issues. Since July, claimed interest has dissipated slightly (from 83% to 79%), however, the vast majority continue to say they are either very interested (26%) or somewhat interested (53%) in international affairs.

Despite this slight general decline in the intensity of interest, attitudes continue to differ on the basis of region, age, and socio-economic status. More specifically, residents of British Columbia (32%), those over 55 years of age (34%), and the university educated (48%) are more likely to claim to be very *interested* in world affairs. On the other hand, the level of strong interest among Quebecers (20%), and particularly Francophones (18%), those under 24 years of age (18%), and those with less than a high school diploma (18%) is well below the national average.

The majority of Canadians continue to say that they are either very (12%) or somewhat *informed* (59%) about world affairs and foreign policy issues, although, like interest in world affairs, this has marginally declined over the last six months (from 76% to 71%). As with the expressed level of interest, reported knowledge of international affairs tends to vary by specific groups in much the same way.

A comparison of the data shows that fewer Canadians consider themselves very well informed (12%) than consider themselves very interested (26%) in international affairs. This provides evidence that while many Canadians remain interested in world events and foreign policy issues, some lack confidence in their understanding of these affairs.

III. Global Overview on International Issues

A. Top of Mind Concerns

While there is no consensus regarding what is the most important problem facing the world, there is one issue about which almost half of Canadians express concern. As shown in Table 1, over four in 10 respondents cite some aspect of global security as their top of mind concern. While threat of nuclear war is the most often cited individual concern (21%), related issues include Middle East conflicts, terrorism or violence, "Star Wars" and war in general.

Table 1

	<u>July 1985</u>	<u>February 1986</u>
	<u>%</u>	<u>%</u>
War/Conflict	26	23
Nuclear War/ Arms Race	22	21
World Hunger/ Poverty	19	19
Economic Issues	13	16
Government	4	4
Environment	3	2
Social Problems	5	5
Other	2	1
None/No Problems	0	2
Don't Know/ No Response	6	7

Question: If you had to name one issue or problem which you feel is the most important one facing the world, that is, the one which concerns you personally the most, what would that be?

As found six months ago, *one in five Canadians continue to cite world hunger and poverty as their second major issue of concern.* This finding may be a little surprising given that the media coverage of this problem may have diminished in recent months. Clearly, Canadians have been affected by the focus of attention on the plight of Third World nations, and the impact of this is not dissipating quickly.

Although a plurality of Canadians cite international issues such as war and poverty as their top of mind concern, an increasing number are reporting economic issues as the most important global problem. Concern with economic issues has grown from 10% in July to 16% currently. These issues include unemployment, inflation, the dollar value, free trade and the economy in general. The verbatim comments indicate that many of the economic concerns cited refer specifically to the Canadian economy. However, it must be remembered this figure remains in sharp contrast to the 58% of Canadians who report economic problems as Canada's major problem in the recent Winter 1985, Decima Quarterly, suggesting that most Canadians tend not to overestimate the gravity of their domestic problems when asked to consider global issues.

While there has been a marginal increase in the number of persons reporting economic issues as their top of mind concern, this change has occurred at the expense of attention to other issues, such as East-West tensions, arms negotiations and terrorism. The reporting of hunger and poverty as top of mind concerns does not appear to be affected by these fluctuations as concern about these

problems has remained constant.

Compared to the previously-mentioned issues, only a small number of Canadians report other issues such as government, environment or social problems as their top of mind concern.

In essence, Canadians continue to express the greatest concern about those areas in which Canada has traditionally had a high foreign policy profile, such as in maintaining world peace and assisting Third World nations.

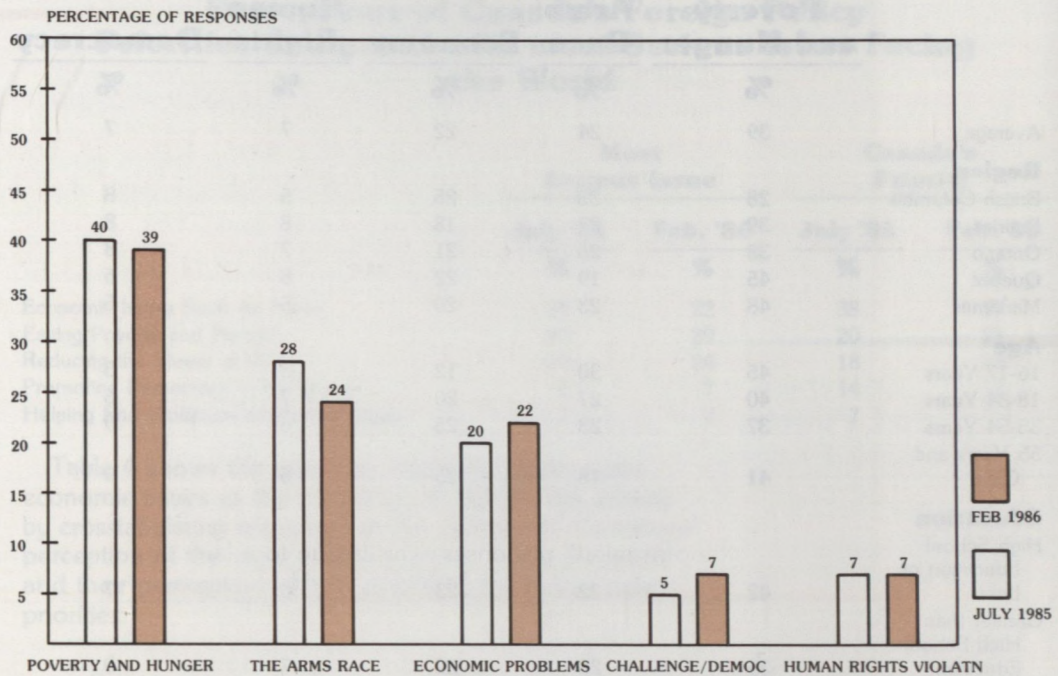
B. Most Serious Issue Facing The World (Aided)

When respondents were asked to identify the most serious concern facing the world from a list of five issues suggested to them, once again, no consensus was achieved. As shown in Figure 1, however, a plurality of Canadians said poverty and hunger (39%) followed by the arms race (24%). It is notable that the order is reversed from the "top of mind" responses. This is due to a large number of respondents who did not cite a world hunger or poverty-related issue on the unaided question but did so on the aided question. This would suggest that for a number of people, the threat of war can be the thing which is most worrisome to them on a day-to-day basis, but when the plight of starving people is raised in contrast, they are prepared to acknowledge that it may be more pressing at the moment.

On the whole, however, Canadians who initially cited world hunger and poverty and nuclear war as top of mind concerns were more likely to select the same choices again to the aided question, which would indicate that a large number of Canadians are committed to viewing these issues as major global problems. These concerns are consistent with findings of six months ago.

The level of concern expressed about economic problems also increased in response to the aided question and has marginally increased from six months ago (from 20% to 22%). This change may in part be due to a slight lessening of attention or focus on a variety of problems which occupied the world stage more visibly last year (e.g., terrorism, East-West tensions, arms negotiations).

FIGURE 1
MOST SERIOUS ISSUE FACING THE WORLD



As shown in Table 2, what Canadians perceive to be the most serious world problems is influenced by socio-demographic characteristics. While a plurality in most groups cite hunger and poverty as the most important issue, this is especially the case for Quebecers, particularly Francophones, residents of the Maritimes, the poorly educated and younger Canadians. Attitudes are more divided over whether the arms race or economic issues are the most serious problem, with British Columbia residents, younger persons and students leaning towards the arms race as the more serious issue. While a consensus is not achieved, all three of these issue areas remain major concerns for the Canadian public.

Table 2

	Poverty and Hunger	Arms Race	Economy	Human Rights	Democracy
	%	%	%	%	%
Average	39	24	22	7	7
Region					
British Columbia	28	33	25	5	8
Prairies	39	27	18	8	8
Ontario	38	26	21	7	8
Quebec	45	19	22	8	6
Maritimes	48	23	20	5	5
Age					
16-17 Years	45	30	12	8	5
18-34 Years	40	27	20	7	5
35-54 Years	37	23	25	6	9
55 Years and Older	41	18	25	6	9
Education					
High School Education or Less	42	22	23	6	7
Greater than High School Education	35	26	22	7	9
Student	36	30	21	9	5
Language of Interview					
English	37	26	22	6	7
French	46	17	23	8	7

C. Perceptions of Canada's Foreign Policy Priorities

While poverty, hunger and the arms race are perceived by the Canadian public as the most serious concerns facing the world, those issues tend not to be cited by Canadians as the major priorities of the Canadian government's foreign policy. As shown in Table 3, the plurality see economic issues "such as trade" as the federal government's top priority, and this is consistent with the findings of six months ago. However, as with perceptions of the world's most serious problems, there is no strong consensus as to the priorities of the government's foreign policy.

Table 3

**Perceptions of Canada's Foreign Policy
Priorities Compared with most Serious Issue Facing
the World**

	Most Serious Issue		Canada's Priority	
	July '85	Feb. '86	July '85	Feb. 86
	%	%	%	%
Economic Issues Such As Trade	20	22	38	39
Easing Poverty and Hunger	40	39	20	21
Reducing the Threat of War	28	24	18	18
Promoting Democracy in the World	5	7	14	12
Helping End Violations of Human Rights	7	7	7	7

Table 4 shows the extent to which the public views economic issues as the federal government's top priority by crosstabulating responses to the question of Canadians' perception of the most serious problem facing the world and their perceptions of the government's foreign policy priorities.

Table 4

**Relationship Between Canadians' most Serious World
Concern and Perceptions of Canadian Government's
Major Foreign Policy Priority**

**Perceptions of Canadian Government's
Major Foreign Policy Priority**

	Economic Issues	Poverty and Hunger	Reducing Threat Of War	Promoting Democracy/ Human Rights
	%	%	%	%
Canadians' most serious world concern				
Economic Issues	46	20	16	18
Poverty and Hunger	40	25	19	16
The Arms Race	39	20	22	19
Average	40	22	19	20

These findings indicate that Canadians do not perceive the federal government's foreign policy priority as the same as their own. This is most apparent among those who are most worried about poverty and hunger and the reduction of the threat of war, where only one in four respondents

perceive their most serious concern as the government's main priority.

With regard to hunger and poverty issues, there are significant sociodemographic differences between the public's global concerns and their perceptions of the government's major foreign policy priority in certain segments of society. As shown in Table 5, students, especially 16 and 17 year olds, Roman Catholics and francophones experience greater disparity between their global concerns and that which they perceive to be the government's top priority.

Table 5

Difference Between Percent Saying Hunger and Poverty are the Most Serious World Issues and Percent Saying they are Canada's Major Foreign Policy Priority

	Poverty and Hunger as Most Serious World Problem	Poverty and Hunger as Canada's Major Foreign Policy Priority	Difference
	%	%	%
Average	39	21	-18
Age			
16-17 Years	45	20	-25
18-24 Years	40	21	-19
25-34 Years	40	19	-21
35-64 Years	38	22	-16
65 Years and Older	40	28	-12
Education			
High School Education or Less	45	25	-20
Graduated High School	39	24	-15
Vocational/Technical/College/ CEGEP	36	23	-13
Student	36	15	-21
University educated	35	15	-20
Religious Affiliation			
Roman Catholic	47	23	-24
Protestant	36	22	-14
None	28	17	-11
Other	28	21	-7
Language of interview			
English	37	20	-17
French	46	25	-21

While 46% of those respondents who cite economic issues as their most serious world concern believe this to be the top priority of the government, even in this area the majority (54%) believes its views differ from the government's foreign policy initiatives. However, over the last six months there has been an increase in the number of persons indicating that the government's top foreign policy priority matches their own top concern in the area of economic issues (from 42% to 46%). This appears to be due to an increasing number of Canadians citing economic issues as their main global concern, rather than any change in perceptions of government priorities.

Crosstabular analyses reveal significant demographic differences in perceived government priorities. Those over 65 years of age (29%), those whose household income is below \$10,000 (32%), those with an elementary education (19%) and francophones (34%) are less likely to view economic issues as the government's top foreign policy priority than are persons between the ages of 25-34 (47%), those with household incomes of \$50,000 or more (56%) and the university educated (52%).

These demographic differences provide a clear challenge for the federal government in the foreign policy area. As shown in Table 6, there are significant differences between the public's global concerns and their perceptions of the government's top priority regarding economic issues. Consistent with findings of six months ago, persons of higher socio-economic status, that is, the well educated and high income earners, experience greater disparity between their concerns and what they perceive to be the government's top priority. As noted earlier, these groups are more likely to be interested in international events or issues and feel well informed about world affairs, as well as having greater influence upon public opinion.

Table 6

Difference Between Percent Saying Economic Issues are the Most Serious World Issue and Percent Saying they are Canada's Major Foreign Policy Priority

	Economic Issues as Most Serious World Problem	Economic Issues as Canada's Major Foreign Policy Priority	Difference
	%	%	%
Average	22	40	-18
Age			
16-17 Years	12	33	-21
18-24 Years	21	40	-19
25-34 Years	20	47	-27
35-64 Years	25	39	-14
65 Years or Older	24	29	-5
Household Income			
Less than \$20,000	24	33	-9
\$20,000-\$39,999	21	41	-20
\$40,000 or more	23	54	-31
Education			
Less than High School	23	31	-8
Graduated High School	23	40	-17
Vocational/Technical/ College/CEGEP	26	38	-12
Student	21	49	-28
University Educated	19	52	-33
Language			
English	22	42	-20
French	23	34	-11

IV. International Aid

A. The Level and Effectiveness of Aid

A plurality of Canadians think that Canada spends the right amount of money assisting poor countries, however, there has been a significant decline over the last six months (from 59% to 48%). While one in five respondents continue to believe that Canada spends too much, the number of persons saying that too little is spent on foreign aid has increased from 24% in July 1985 to 30% currently. Sixteen and 17 year olds (48%), those in households with incomes of \$50,000 or more (42%), and the university educated (38%) are among the most likely to say that Canada does not spend enough on foreign aid.

With regard to the effectiveness of Canadian aid, two-thirds believe that it has been either very (9%) or somewhat (57%) effective at resolving the problems of poor countries. As shown in Table 7, perceptions of the effectiveness of Canadian aid have not changed much from six months ago, however, there has been a marginal increase in the proportion of people saying that current levels of foreign aid are not effective.

Table 7

Effectiveness of Canadian Aid

	<u>July 1985</u>	<u>February 1986</u>
	<u>%</u>	<u>%</u>
Very Effective	9	9
Somewhat Effective	61	58
Not Too/Not At All Effective	30	34

While attitudes do not vary greatly across the different segments of society, it is notable that Quebec residents (41%) and high income earners (42%) are among the most likely to say that Canadian aid has been ineffective.

Crosstabular analyses reveal that perceptions of the effectiveness of aid are related to both attitudes toward the amount being spent to aid poor countries and the maintenance of Canada's foreign aid contribution. Those Canadians saying that foreign aid programs have been somewhat effective are less likely than the national average to say that Canada is spending too much assisting poor countries (15% to 21%) and are among those most in favour of maintaining Canada's present foreign aid contribution (80% compared to 74%). On the other hand, three out of 10 respondents who say that Canadian aid has not been effective believe that too much money is spent on foreign aid programs and that there should be a reduction in the country's foreign aid contribution.

Overall, Canadians believe that the country is spending the right amount on foreign aid and that the government should maintain its current level of funding to poor countries.

While perceptions of the effectiveness of foreign aid do affect directly attitudes toward government spending in this area, even among those who do not believe current programs are effective, a clear majority say Canada should not reduce its aid contribution.

B. Canada As World Leader

Providing aid to poor countries has long been an important aspect of Canadian foreign policy and respondents to the survey were asked to rate their country's performance in this area in comparison to that of other nations. Canadians have a definite set of ideas as to where their country stands with 77% perceiving Canada as being among the more generous countries at the present time. While another 8% say that Canada is a world leader, only 16% believe the country to be among the less generous.

Attitudes do not vary greatly across the country, although it is interesting to note that persons between 45 and 54 years of age (27%) and those whose household income is \$50,000 or more (23%) are among the most likely to see Canada among the less generous nations.

When asked what role they would prefer Canada to adopt in the future, responses tend to reflect current impressions. As shown in Table 8, the majority say that they would prefer Canada to continue being among the more generous in the future. While only one in five (21%) would like Canada to become a world leader, 33% of 16 and 17 year olds hold this view.

Table 8

Canada's Role in Providing Foreign Aid

	<u>Current Impression</u>	<u>Future Preference</u>
	<u>%</u>	<u>%</u>
World Leader	8	21
Among More Generous	77	68
Among Less Generous	16	11

Perceptions of Canada's role in providing foreign aid are related to attitudes toward the amount spent aiding poor countries.

Canadians who say that not enough is spent in helping poor countries are more likely than the national average to view Canada as a less generous nation (22% to 16%) and are more likely to prefer that Canada become a world leader in this area (29% to 21%). On the other hand, 30% of respondents who believe that too much is spent on foreign aid would prefer Canada to be among the less generous in the future.

Overall, Canadians appear satisfied with Canada's role in assisting Third World nations, and would prefer that the country remain among the more generous givers in the future. However, there has been a marginal shift in attitudes over the last six months, as a larger proportion of persons are saying that Canada is not spending enough on foreign aid programs.

C. Attitudes Toward the Focus of Aid

Canadians were asked a series of questions regarding their attitudes toward the focus of aid in Canada and in other parts of the world. To begin with, it is important to note that the notion of charity beginning at home has considerable currency with people but is not inconsistent with a desire to help people elsewhere. The majority (79%) of respondents said they often wonder if we should not help the poor here in Canada, rather than people living in other countries. Almost all persons of lower socio-economic status, such as the poorly educated (88%) and those with household incomes below \$10,000 (87%), agreed with this statement. It is notable that while one in five Canadians disagreed with this statement, those who are very interested in world affairs (28%) and who consider themselves to be very well informed about international issues (29%) were more likely to do so.

Although three out of four people wonder if aid should not be focussed on the Canadian poor, most (68%) also believe that "when Canadians give more to help relieve hunger in other countries, they don't necessarily give less to help the needy in Canada."

As shown in Table 9, attitudes toward Canadian assistance to poor countries are linked to perceptions of the amount available for Canadians in need. Those who believe not enough is spent on foreign aid are most likely to say that more spending will not erode assistance for Canadians while those who perceive that too much is spent on international assistance are more likely to voice concern that this relationship does exist.

Table 9**Relationship Between Amount Spent on Foreign Aid and Perceptions of Aid Available to Canadians in Need****More Foreign Assistance Doesn't Necessarily Mean Less Given to Canadian Poor**

Foreign Aid	Agree	Disagree
	%	%
Too Much	51	49
Right Amount	70	30
Not Enough	76	24

Clearly then, in order to stimulate support for aid spending among those who presently are concerned that too much is spent, it would be most helpful to indicate that foreign aid contributions do not come at the expense of domestic assistance.

As well, a majority of Canadians say that while they are concerned about restraining government spending, they do not think we should reduce Canada's foreign aid contribution (Table 10). This sentiment is dominant in every demographic group across the country.

Table 10

	Percentage
Strongly agree	12
Agree	62
Disagree	23
Strongly disagree	3

Question: Even though I'm concerned about restraining government spending, I don't think we should reduce Canada's foreign aid contribution.

In deciding where to target foreign aid money, seven out of 10 respondents would prefer that smaller amounts be given to many countries; however, a significant minority of Canadians are of the opposite opinion. While 30% of respondents feel that large amounts should be given to fewer countries, this is especially the case for persons of higher socio-economic status. Specifically, the university educated (47%) and high income earners (43%), as well as those who are very interested in international events (41%), are among the most likely to select the second option.

On the question of whether Canadian aid should be targetted on countries with the greatest need or on countries where the chances of the country developing itself are greater, public opinion is divided. A plurality (55%) say Canada should focus its foreign aid programs on countries with the greatest potential, however, 45% believe aid should go to the poorest regions. As with attitudes toward how foreign aid money should be spent, the university educated (60%) and the highest income earners (67%) are more likely to say that Canada's foreign aid programs should focus on the best hope.

D. Regional Preferences

Canadians were also asked where they perceived the greatest need for help to be — Central America and the Caribbean, Asia, or Africa. A majority (75%) think the greatest need is in Africa, a belief shared equally across all groups in society. Persons under 24 years of age (82%) were the most likely to single out Africa as the area of greatest need.

As shown in Table 11, attitudes toward where Canadian foreign assistance should be targetted closely correspond to regions perceived to be in the greatest need. Persons under 24 years of age (76%) are the most supportive of targetting foreign aid to Africa while respondents between 45-54 years of age (31%), those earning between \$40,000-\$49,999 (31%) and the university educated (38%) are more likely to select Central America and the Caribbean than the national average.

Table 11

Perceptions of Regions in Greatest Need Compared with Attitudes Toward Where Canadian Foreign Aid Should be Targetted

	<u>Area With Greatest Need</u>	<u>Area to Target Canadian Aid</u>
	%	%
Africa	75	69
Central America/Caribbean	16	20
Asia	9	11

Also, attitudes toward where aid money should be spent, whether on the poorest regions or on the areas with the greatest potential, are linked to attitudes towards which global region should be the focus of Canadian aid. While

persons who believe that Africa should be the focus of the Canadian aid program are equally divided on how to target Canadian aid, proponents of aid to Central America and the Caribbean are most supportive of aiding countries with the greatest chance of development (70%) compared to the national average (55%).

In summary, of the poorest regions in the world, most Canadians think the greatest need is in Africa and would focus Canadian relief efforts there. However, there is some uncertainty among the public as to what approach should be taken in targeting assistance, suggesting that may be a level of detail too difficult for the average person to assess.

V. African Famine Relief

A. Perception of Problem

A majority (71%) of Canadians say that they are either very (12%) or somewhat (59%) familiar with the famine situation in Africa. Respondents who express greater levels of familiarity are the university educated (85%), those earning over \$50,000 (79%), those very interested in international affairs (88%) and those who claim to be very informed about world issues (92%).

Almost no one (97%) believes that the famine or drought plaguing Africa has ended. In fact, less than one in 10 respondents (9%) say that over the last little while there has been enough rain in this region to grow crops, while over half of the respondents (54%) say that there has been a little bit of rain but not enough, and 37% believe the drought affecting Africa has continued.

Although Canadians believe the drought is continuing, only one in five say that the situation this past year was actually worse than it has been in a very long time. Those more likely to believe that the current situation is worse are respondents who are very informed about world affairs (35%). However, the vast majority, in all segments of society, believe things were not much worse this year than in most years, but believe television coverage made many more people aware of the problems.

In line with Canadians' continuing concern with poverty and hunger, noted earlier, and perhaps because of the overwhelming perception of Canada as a generous provider of foreign aid, a majority (64%) think that not enough food and money has been sent to Africa from around the world since the famine became widely known. Only one-third believe that more than enough (8%) or just enough (28%) assistance has been provided to this region.

Not surprisingly, perceptions of the amount of food and money sent to Africa are linked to attitudes toward the amount of money Canada spends assisting poor countries. Those Canadians who believe that not enough is spent on foreign aid are more likely than the national average to say that not enough assistance has been sent to Africa from around the world (77% to 65%). Those who think that Canada spends too much on assistance programs are more likely to say just enough or more than enough has been provided to this region (46% to 36%).

A majority (52%) also believe that while a lot of money and food was given to Africa last year because of the publicity about the famine, since that time donations have started to slow down and get smaller. A surprising 48% of respondents say that the amount of giving has not slowed down, given that the media coverage of the African situation has declined somewhat since last summer. Persons most likely to say that the donations given to Africa have not decreased include 16 to 17 year olds (57%), those earning \$10,000-\$19,999 (57%), the poorly educated (62%), Quebecers (56%) and those who are not interested in world affairs (59%).

Of those who say that donations have started to decline, eight in 10 (79%) say that the fact that the amount of giving has slowed down is either a cause for great concern (23%) or some concern (56%). This concern is dominant across all groups in Canada.

These data indicate that the public does not believe the problems of famine and drought affecting Africa have ended. But, while a significant proportion of respondents say that the amount of giving has not declined, the majority say donations are slowing down and that this is cause for considerable concern.

There appears to be some uncertainty among the Canadian public about the future of Africa. Three-quarters of the respondents (74%) believe that the drought will eventually end and that Africa's prospects will be good if the governments and people of the world do everything they can to help. Despite this belief, expectations about the future prospects of Africa are mixed. While a majority (55%) are optimistic about the future of the people who live in this region, 45% are pessimistic. High income earners (53%), the university educated (56%) and those very interested in international affairs (52%) are among the most pessimistic, while young persons, especially those of 16 or 17 years of age (64%), are the most optimistic.

Clearly, Canadians think that famine is a serious problem facing Africa today. While it is not seen as a recent phenomenon, the public believes that the media coverage

has made many more people aware of the situation. Virtually no one believes that the famine or drought has ended, although most feel that the situation could be improved in the long-term if governments and people of the world do everything they can to help. However, only a slim majority are optimistic about the future prospects of the African people.

B. Perception of Cause

In this section, what Canadians perceive to be the main causes of the famine and drought in Africa will be identified. In order to do this, respondents were read a list of eight factors and were asked whether each one was a major cause, a minor cause, or no cause at all of the present situation in this region.

The results, as shown in Table 12, indicate that the vast majority of Canadians believe the social and physical environments of the countries in need are major causes of the famine. Seven out of 10 respondents say that overpopulation (71%) and the changing physical environment (71%), bringing little rain and larger deserts, are major contributors to the famine and drought.

Table 12

Causes of African Famine

	Major Cause	Minor Cause	No Cause at All
	%	%	%
Overpopulation/Poor Birth Control Efforts	71	23	6
Environment/Little Rain and Larger Deserts	71	24	6
Poor Land Management and Agricultural Policies	69	26	5
Corrupt African Governments	64	30	6
Poorly Run Development and Aid Efforts	58	34	8
African Countries Reluctant to Modernize	43	41	16
Developed Nations Not Done Enough to Help	38	46	16
African People Don't Help Themselves	29	43	28

The majority in all demographic groups across the country view these as major causes of the African problem, however, Quebecers (64%), particularly francophones (63%), the highly educated (63%) and those very interested in world affairs (65%) were somewhat less likely to view overpopulation as a major cause of famine. With regard to the changing physical environment in Africa, 16 and 17 year olds (63%), as well as francophones (57%), were among the least likely to say this is a main contributing factor.

Other important perceived causes of the famine and drought are related to Canadians' poor impressions of the government of the African countries in need. Poor land management and agricultural policies (69%), corrupt Africa governments (64%) and poorly run development and aid efforts in the past (58%) are all viewed by the public as major contributors to the present situation. Interestingly, people who consider themselves very well informed about international affairs are more likely than the national average to believe the major causes are corrupt governments (73%) and poorly managed aid programs (67%), while 16 and 17 year olds (41%) were less likely to see poorly run development and aid efforts as major factors.

Although Canadians clearly lack confidence in the African governments, attitudes toward the people of those regions are less clearly defined. Canadians are equally divided between whether a reluctance to modernize on the part of those people is a major (43%) or a minor cause (41%) of the famine and drought.

In addition, a plurality believe that African people not trying hard enough to help themselves is only a minor cause of the problem. In fact, one in three (28%) say that this has not caused the problem at all. Persons under 34 years of age (33%), the university educated (38%) and high income earners (37%) are among the most likely to say this is not a factor in the situation.

Canadians are also divided over whether wealthier, industrialized countries not doing enough to help Africa develop is a major or a minor cause of the famine. Although attitudes do not vary greatly among most groups in the country, differences emerge according to perceptions of the amount Canada spends on foreign aid. Those who believe that Canada is not spending enough assisting poor countries are well above the national average in saying that developed nations' lack of aid is a major cause of the famine (45% to 30%).

These data show that Canadians are unable to single out one specific cause of the famine and drought in Africa. Rather, the majority believe it exists because of a mixture of causes, including overpopulation, environmental circumstances, bad land management, poorly run development and aid programs, and corrupt African governments. There is less agreement regarding African countries' reluctance to modernize and even less on the extent of the blame directly attributable to the African people and their inability to help themselves. It is interesting to note that the problem of overpopulation appears to be a reflection on the African governments for failing to develop effective birth control programs rather than on the African people themselves. On the other hand, the public is divided on the question of the

reluctance to modernize, placing some blame for the failure to modernize on both the African governments and the people of this region. The public is also divided on the extent to which developed nations could have done more to help.

C. Response to the Problem

1. African response

Canadians express a considerable amount of misgiving about the role that African governments will play in ensuring that the situation in the region is better in the future. As seen previously, criticism is focussed on the governments for being corrupt and for adopting poor agricultural and development policies. The majority of respondents (73%) are either not too confident (58%) or not confident at all (15%) that these governments will do everything they can to help alleviate the problems in Africa. As well, confidence in the African governments does not vary across the different segments of society.

On the other hand, many Canadians (53%) show more confidence in the African people themselves and are either very confident (7%) or confident (46%) that the African people themselves will do everything they can to make the situation better. Interestingly, young persons, especially 16 and 17 year olds (61%), are among the most confident in the African people, while people over 65 years of age are the least confident (37%). However, the fact that only a slight majority say they have confidence in the African people indicates that a substantial number of Canadians do not.

Perceptions of future prospects for Africa are linked to confidence levels in the African governments and people. Those who are optimistic about the future for the people of Africa have more confidence in these people than the national average (63% to 53%); whereas, those who are among the most pessimistic about the future of Africa express the least confidence in these governments (80% to 72%).

Clearly, Canadians have some confidence in the African people's desire to help make the situation better in the future. However, there is a distinct lack of confidence in the governments of this region to do the same. The fact that neither of these measures shows very strong support suggests that these perceptions may be fundamental issue areas for the public, and ones that may ultimately limit support for famine relief in the absence of a strong and emotional media presence.

2. International response to problem

While Canadians do not have a great deal of confidence in the African governments to do all they can to ensure the situation is better in the future, they do express considerable confidence in the governments and the people of wealthier industrialized countries. As shown in Table 13, a majority are confident that both developed nations (58%) and the people of these countries (60%) will do everything they can to alleviate the problems in Africa. These sentiments are shared equally across the different groups in society.

Table 13

Public Confidence in the Governments and People of Wealthy, Industrialized Nations to Provide African Relief

	<u>Governments</u>	<u>People</u>
	<u>%</u>	<u>%</u>
Very Confident/Confident	58	60
Not Too/Not At All Confident	42	40

Crosstabular analyses reveal that perceptions of the future prospects of the people who live in Africa are related to confidence expressed in the governments of wealthier, industrialized countries. Those who are optimistic about the future of Africa are more likely to express confidence in the governments of developed nations to do everything they can to help (61%), than those who are pessimistic about the future prospects of this region (53%). It is interesting to note that perceptions of Africa's future prospects are not linked to confidence levels in the people of developed nations to provide assistance to this region.

While confident that people of the developed world will do everything they can to assist the African people, a large part of the optimism about the future prospects of Africa is linked to confidence levels in the governments of the wealthier industrialized countries. Clearly, when the public believes that these governments are doing everything they can to ensure that the situation in Africa improves, optimism about the future prospects of Africans increases.

3. Canadian response to problem

As noted earlier, the public has a certain image that they associate with Canada in its role of assisting poorer countries. The majority place Canada among the more generous nations in providing foreign aid and would prefer Canada to remain among the more generous in the future.

With regard to the effect of Canadians' efforts in helping the people of Africa, many (56%) say that our contributions are not making much of a difference now, but could be if they were better spent. However, one out of three (29%) believe Canada's contributions are making a real difference, while only 15% say that no matter how well spent our contributions are, we are too small a country for them to make much of a difference. These attitudes do not vary greatly across the different groups in society.

Attitudes about the effects of Canada's contributions to Africa are linked to attitudes toward the effectiveness of Canadian aid in the past and perceptions of the amount that Canada spends on foreign aid. Persons who believe that Canada's contributions to Africa have made a real difference are above the national average in saying that Canada is not spending enough on foreign aid (34% to 29%) and that Canadian aid has been very effective over the years at resolving the problems of poorer countries (37% to 29%).

Canadians would prefer Canada to continue in this role as one of the more generous nations in providing foreign aid. However, the public expresses uncertainty over the effect that this aid has in solving the problems of the poorer countries. These data suggest that while a significant number of Canadians believe that our aid contributions have made a real difference and have been effective at solving problems in these countries, a majority say our contribution has not been as great as it could be due to how aid money is spent.

VI. Individual Response to Problem

A. Primary Factors Influencing Attitudes Toward African Situation

A majority (58%) of respondents to the survey indicate that they have been aware of the circumstances in Africa for several years. Respondents most likely to have said they had been aware of the situation are those between 45-54 years of age (67%), those with household incomes of \$40,000-\$49,999 (66%), the university educated (69%) and those very well informed about world affairs (69%). While a significant number (42%) say they were not really aware of the problems people in Africa have been experiencing until this last year or so, those who are currently at school (52%), and especially 16 and 17 year olds (67%), were the most likely to say they have only recently become aware of the situation. The pattern of these

responses may have something to do with where different groupings get most of their news. Respondents of higher socio-economic status tend to rely more on newspapers and magazines for their information, while the rest of the population largely rely upon television coverage.

As shown in Table 14, when asked which of several factors had the greatest single impact on their thinking about the African situation, the majority (61%) said the television coverage of the famine. The plurality in all groups said television coverage had the greatest impact, however, persons of 55-64 years of age (74%), the university educated (70%) and francophones (69%) were the most likely to say this. Presumably, among the more educated, television coverage was reinforcing what they had read.

Table 14
Greatest Factor Affecting Attitudes Toward the African Situation

	Percentage
Television Coverage of the Famine	61
Efforts of Musicians and Other Well-Known People	22
Appeals by Churches and Other Organizations	13
Efforts of People You Know Personally	5

While two in 10 people singled out the efforts of musicians and other well-known persons, certain segments of society were more likely to select this factor. Not surprisingly, those who are currently at school (41%), and especially 16 and 17 year olds (43%), and those between 18 and 24 years of age (39%) were the most likely to say that they were affected by celebrity appeals.

Only a minority say that appeals by churches and the efforts of people they know personally have had the greatest impact on their thinking. It is interesting, however, that appeals by churches appear to have had the greatest influence upon persons of lower socio-economic status and senior citizens: more specifically, those earning less than \$10,000 (21%), the less educated (27%) and those over 65 years of age (25%).

Clearly, the greatest single factor in publicizing the famine and drought in Africa has been the media. However, as would be expected, the efforts of the churches and celebrities have been effective in reaching specific groups of people.

B. Role of the Individual

When asked about their participation in charitable activities not necessarily related to African relief efforts, a surprising 51% said they were active in charitable organizations. Those more likely to be involved are senior citizens (64%), the university educated (65%) and residents of the Prairies (63%).

As well, one-third (32%) of the respondents said that they belonged to a church or other voluntary association which has helped raise money or do other things to relieve the problems in Africa. Involvement varies in much the same way as in the above groups. In addition, persons who are very interested in international affairs are more likely to belong to groups involved in relief efforts than the national average (40% to 32%).

While many Canadians say that they participate in general charitable activities or belong to charitable associations, only one in 10 (10%) claim to have actively participated in fundraising or other efforts to relieve the problems in Africa. These active participants are more likely than the average Canadian to say that foreign aid programs should be focussed on Africa (77% to 69%) and to be optimistic about the future prospects of the people who live there (68% to 55%).

Individuals personally involved in assistance programs for Africa tend to direct their efforts towards general areas of relief. Three-quarters (77%) say their activities were part of more general relief efforts and only 23% say they were aimed at helping a specific project or group.

While the number of people involved in fundraising or other efforts to help the people of Africa is low, many Canadians have contributed money to African relief programs. A majority (56%) report donating money over the last year or so. While the highest income earners (71%) and those most informed about world affairs (71%) are most likely to report making a donation, persons 45-54 years of age (63%) and the university educated (63%) are also among those more likely to have done so. In addition, individuals who belong to organizations which have helped raise funds for Africa are more likely to have made a donation (67%). Crosstabular analyses reveal that personal giving is linked to concern about the situation in Africa. Persons who report giving money to foreign aid programs are more likely than those who have not contributed to express concern that donations currently have slowed down (82% to 73%).

As can be seen from Table 15, the majority (55%) made their donations through church groups (28%) and relief organizations (27%). It is notable, that while only one in 10 say that appeals by churches most affected their attitudes towards the famine in Africa, a plurality made their donations through religious organizations (Table 16). As well, persons between 55 and 64 years of age (50%) are the most likely to report making donations through the church while the university educated (39%) and those who express a great deal of interest in international affairs (36%) are more likely to report contributing money to a relief organization.

Table 15

Personal Method of Making Donation

	<u>Percentage</u>
Church	28
Relief Organizations	27
Entertainment or Related Appeals	21
Other Donation Types (at School or Work; Door-to-Door; Newspaper Appeals; etc.)	22
Don't Know/No Response	1

A plurality of young people say that they donated money through entertainment or related appeals; specifically, 45% of those between 16 and 24 years of age made a contribution through this method. This finding is not surprising given that this group of respondents is more likely to have just recently become aware of the problem and are among the most likely to report being influenced by the efforts of musicians and other celebrities (Table 17).

Table 16

Greatest Factor Affecting Attitudes Toward African Situation Compared With Personal Method of Donation

<u>Factor Affecting Attitudes Most</u>	<u>Percentage</u>	<u>Method of Donation</u>	<u>Percentage</u>
Appeals by churches and other organizations	13	Church	28
Television coverage	61	Relief Organizations	27
Efforts of musicians and other well-known people	22	Entertainment or related appeals	21
Efforts of people you know personally	5	Other donation types (at school or work); door-to-door, etc.)	22

Although a majority report personally donating money to African relief programs, only one-third (33%) say that other members of their family have contributed. As shown in Table 17, contributions by other family members are linked to personal donations to the people of Africa. There is a greater probability of other members of the family donating to relief efforts when the respondent reports giving money. As well, a family member is more likely than the national average to have made a contribution when the respondent belongs to an organization which helps raise money to relieve the problems in Africa (42% to 33%).

Table 17

Personal Donations in Relation to Donations by Other Family Members to African Relief Programs

	<u>Family Members Have Donated</u>	
	<u>Yes</u> <u>%</u>	<u>No</u> <u>%</u>
Personal Donation		
Yes	42	48
No	21	74

The method of a family member's donation largely reflects the method chosen by the respondent. A majority report that contributions by family members were made to religious organizations (27%) or to relief associations (23%). Just as young persons are more likely to have donated to entertainment or related appeals, 16 and 17 year olds are the most likely to report that other members of their families

have used the same method to make contributions (31% compared to national average of 16%).

These data indicate that Canadians are deeply aware of the present situation in Africa and that for many, awareness is due to the media coverage of the famine situation over the past year. Canadians and their families remain committed to providing assistance to this region directly, by participating in African famine relief efforts, and through donations of money to foreign aid programs.

VII. Conclusions and Recommendations

- International affairs remains an area of interest for a large proportion of the Canadian public.
- Canadians continue to express concern about and view most seriously the arms race, the threat of nuclear war, poverty and hunger. At the same time many perceive the government's major foreign policy priority to be economic issues. While perceptions of the government's priority have not changed over the last six months, a greater proportion of people are currently naming economic issues as their most serious global concern.
- A majority of Canadians are satisfied with the level of spending on assistance to poor countries. They also believe that the provision of aid does not necessarily reduce the amount available to help the needy in Canada.
- A substantial number of Canadians believe that foreign aid has been effective in relieving the problems of poorer countries and that Canada is among the more generous nations in its donations. As well, a majority would prefer that the country remain among the more generous in the future.
- While most Canadians believe that smaller amounts of money should be given to many countries rather than larger amounts to a few, the public is divided over whether aid should be targetted towards the poorest countries or to where there is the greatest possibility of development. Persons of higher socio-economic status are most likely to say the areas of greatest potential should be the targets of aid.

- A majority believe the greatest need is in Africa and that Canadian aid should be focussed on this region. Young people even more strongly support the idea of directing assistance to the people of Africa.
- Almost no one believes the famine and drought affecting Africa has ended. As well, a majority do not believe that things were much worse there this year, but that television coverage made more people aware of the situation.
- While 65% say that an adequate amount of food and money has been sent to Africa, those who do not think that Canada spends enough on foreign aid were most likely to say that not enough was sent.
- The public is divided on whether or not donations to Africa have started to slow down. However, a majority of those who say giving has begun to decline are concerned about this situation.
- Persons who are very interested in international affairs and those of high socio-economic status are most pessimistic about the future of the people in this region, while 16 and 17 year olds are most optimistic.
- Lack of birth control, the changing environment, "corrupt" African governments and poor agricultural and development policies are seen as major causes of the famine. However, less criticism is directed at the African people themselves. And in fact, most Canadians are confident that these people will do everything they can to make the situation better.
- The public is fairly confident that the governments and people of wealthier, industrialized countries will do everything they can to help the people of Africa. Individuals who express the greatest levels of confidence in these governments are among the most optimistic about future prospects for this region.
- A majority of Canadians feel that our aid contributions could make a greater difference if they were spent better.
- While just over half of Canadians say they were aware of the situation in Africa for some time, a majority say the television coverage of the famine has had the greatest impact on their views.
- One-third say they belong to an organization which has helped raise money or do other things for the people of Africa, however, only one in 10 have personally been involved in these activities.
- A majority reported donating money to African relief programs. Persons most likely to have made a donation are high income earners, the university educated and those very informed about world affairs.

- Most Canadians made their contributions through church groups or other voluntary organizations. It is notable that a plurality of 16 and 17 year olds, whose attitudes toward the famine were most affected by celebrity appeals, reported making donations through entertainment or related appeals.
- One-third of respondents report other members of their families having made donations to the people of Africa. Donations by family members were more likely to be reported if the respondent had made a donation or if the respondent was active in raising funds for Africa.
- In summary, Canadians remain deeply concerned about the African situation and continue to provide support for making donations to the people of this region. For the most part, their attitudes suggest a sense of realism about the prospects for the future of Africa, however, there is room to bolster confidence somewhat. In order for Canadians to feel better about aid programming, they need to believe that Canada is among the world's most generous nations, that aid is effectively targetted and that there are success stories and good news about governments. They also need to hear continuous information about the situation in Africa, given the clear importance of the news and other media in galvanizing opinion. Finally, involvement on an individual level was so widespread, efforts should be made to encourage and promote this through schools, charitable organizations, churches, etc. The family unit appears to be a strong factor in building and extending involvement.

Appendix

A. Locations for Further Data

The material not published in **CANADIANS AND AFRICA: WHAT WAS SAID** due to limitations of space includes:

1. seven pages of detailed information regarding the sample selection, weighting and validation,
2. twelve pages of verbatim responses to questions 3, 42 and 44 in the interview schedule,
3. nine hundred pages in two volumes of Aggregate Tables and Cross Tabulations.

This material has been placed in the locations listed below:

Vancouver Public Library
750 Burrard Street
Vancouver, B.C.
V6Z 1X5
(604) 665-2280

Edmonton Public Library
7 Sir Winston Churchill
Square
Edmonton, Alberta
T5J 2V4
(403) 423-2331

Director
Saskatchewan Council for
International Cooperation
2138 McIntyre Street
Regina, Saskatchewan
S4P 2R7
(306) 757-4669

Metropolitan Toronto Library
789 Yonge Street
Toronto, Ontario
M4W 2G8
(416) 928-5246

National Library of Canada
395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4
(613) 995-7969

Canadian Council for
International Cooperation
300-200 Isabella Street
Ottawa, Ontario
K1S 1V7
(613) 236-4547

Public Affairs
Canadian International
Development Agency
200 Promenade du Portage
Hull, Quebec
K1A 0G4
(819) 997-5456

Bibliothèque Nationale
du Québec
1700, rue St. Denis
Montréal, Québec
H2X 3K6
(514) 873-5661

Killam Library
Dalhousie University
Halifax, N.S.
B3H 4H8
(902) 424-3611

For any additional information about the survey, call or write

Decima Research Limited,
One Eglinton Avenue East,
Toronto M4P 3A1
(416) 483-1724

B. Interview Schedule

1. How interested would you say you are with events or issues on the international scene...very interested, somewhat interested, not too interested, or not at all interested?	VERY INTERESTED	1	(26%)
	SOMEWHAT INTERESTED ..	2	(53%)
	NOT TOO INTERESTED	3	(15%)
	NOT AT ALL INTERESTED ..	4	(6%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	5	(0%)
2. And how well informed would you say you are with respect to world affairs and foreign policy issues... very informed somewhat informed, not too informed, or not at all informed?	VERY INFORMED	1	(12%)
	SOMEWHAT INFORMED	2	(59%)
	NOT TOO INFORMED	3	(25%)
	NOT AT ALL INFORMED	4	(3%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	5	(0%)

Note 1: Responses may not sum to 100% due to rounding throughout the Technical Appendixes.

2: (.) denotes a percentage value greater than 0 but less than 0.5 throughout the Technical Appendixes.

3. If you had to name one issue or problem which you feel is the most important one facing the world, that is the one which concerns you personally the most, what would that be? (PROBE...ACCEPT ONLY ONE RESPONSE...ANSWER MUST BE AT LEAST TEN WORDS)

NUCLEAR WAR	01	(21%)
WAR/WORLD PEACE	02	(14%)
MIDDLE EAST CONFLICTS	03	(4%)
TERRORISM/VIOLENCE	04	(3%)
STAR WARS/SHUTTLE	05	(2%)
WORLD HUNGER	06	(16%)
POVERTY	07	(3%)
UNEMPLOYMENT	08	(7%)
INFLATION	09	(3%)
ECONOMY	10	(4%)
DOLLAR VALUE	11	(2%)
FREE TRADE	12	(1%)
GOVERNMENT PROBLEMS	13	(4%)
POLLUTION/ENVIRONMENT	14	(2%)
NATURAL RESOURCES	15	(.)
WEATHER/NATURAL/DISASTERS	16	(.)
SOCIAL/MORAL/HEALTH	17	(4%)
DRUGS	18	(.)
YOUTH ISSUES	19	(.)
OTHER SOCIAL	20	(.)
NONE/NO PROBLEMS	21	(2%)
OTHER	22	(1%)
DON'T KNOW	23	(6%)
NO RESPONSE	24	(1%)

4.	Of the following five major issues facing the world, which one do you tend to think is the most serious...economic problems, poverty and hunger, the arms race, violations of human rights, or the challenge to world democracy?	ECONOMIC PROBLEMS 1 (22%) POVERTY AND HUNGER 2 (39%) THE ARMS RACE 3 (24%) VIOLATIONS OF HUMAN RIGHTS 4 (7%) CHALLENGE TO WORLD DEMOCRACY 5 (7%) NO OPINION (VOLUNTEERED) 6 (1%)
----	--	--

5.	Thinking about Canada's <i>foreign policy</i> , to the best of your knowledge, which of the following does it place its greatest priority on...dealing with economic issues such as trade, easing poverty and hunger, reducing the threat of war, helping end violations of human rights, or promoting democracy in the world?	ECONOMIC ISSUE 1 (39%) POVERTY AND HUNGER 2 (21%) REDUCING THREAT OF WAR 3 (18%) VIOLATIONS OF HUMAN RIGHTS 4 (7%) PROMOTING DEMOCRACY . 5 (12%) NO OPINION (VOLUNTEERED) 6 (4%)
----	--	---

I'd like to ask you some questions about assistance to the Third World.

6.	Based on your own opinion, or anything you may have read, heard, or seen, do you think Canada spends too much money assisting poor countries around the world, the right amount, or not enough money?	TOO MUCH 1 (21%) RIGHT AMOUNT 2 (48%) NOT ENOUGH 3 (30%) NO OPINION (VOLUNTEERED) 4 (1%)
----	---	--

7.	How effective do you believe Canadian aid has been over the years at resolving the problems of poorer countries...(READ LIST)?	VERY EFFECTIVE 1 (9%) SOMEWHAT EFFECTIVE 2 (57%) NOT TOO EFFECTIVE 3 (28%) NOT AT ALL EFFECTIVE 4 (5%) NO OPINION (VOLUNTEERED) 5 (1%)
----	--	---

I'd like to read you a few statements and ask you to tell me, for each one, whether you strongly agree, agree, disagree, or strongly disagree. The first statement is...(READ FIRST STATEMENT, ROTATE STATEMENTS 8 THROUGH 10)

8. I often wonder if we shouldn't help the poor people here in Canada, rather than people living in other countries.	STRONGLY AGREE	1	(28%)
	AGREE	2	(50%)
	DISAGREE	3	(19%)
	STRONGLY DISAGREE	4	(2%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	5	(1%)
9. When Canadians give more to help relieve hunger in other countries, they don't necessarily give less to help the needy in Canada.	STRONGLY AGREE	1	(7%)
	AGREE	2	(60%)
	DISAGREE	3	(30%)
	STRONGLY DISAGREE	4	(2%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	5	(1%)
10. Even though I'm concerned about restraining government spending, I don't think we should reduce Canada's foreign aid contribution.	STRONGLY AGREE	1	(12%)
	AGREE	2	(61%)
	DISAGREE	3	(23%)
	STRONGLY DISAGREE	4	(3%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	5	(1%)

END OF ROTATION

11. In deciding where to spend aid money, we can either give large amounts to fewer countries or smaller amounts to many countries. Which <i>one</i> of these two approaches would you prefer that Canada follow?	LARGE AMOUNTS — FEWER COUNTRIES	1	(29%)
	SMALLER AMOUNTS — MANY COUNTRIES	2	(68%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	3	(3%)
12. We can also choose between targeting our money on those countries where people are poorest, or on those countries where the need may be less, but the chances of the country eventually developing itself are greater. Which approach would you prefer that Canada follow?	TARGET ON POOREST	1	(44%)
	TARGET ON BEST HOPE	2	(54%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	3	(2%)
13. As you probably know the poorest countries in the world are located in three regions...Central America and the Caribbean, Africa, and Asia. In which of these <i>three</i> areas do you think there is the greatest need for help...(READ LIST, ROTATE)?	CENTRAL AMERICA AND THE CARIBBEAN	1	(16%)
	AFRICA	2	(72%)
	ASIA	3	(9%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	4	(3%)

14. If you were forced to choose which region you were going to target Canadian aid efforts on, which one of the following three would you choose...(READ LIST, ROTATE)?	CENTRAL AMERICA AND THE CARIBBEAN	1	(19%)
	ASIA	2	(11%)
	AFRICA	3	(67%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	4	(2%)
15. At the present time, is it your impression that Canada is a world leader in providing aid, among the more generous nations, or among the less generous nations?	WORLD LEADER	1	(8%)
	AMONG MORE GENEROUS ..	2	(75%)
	AMONG LESS GENEROUS ...	3	(15%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	4	(2%)
16. Which of those three roles would you prefer Canada adopt in the future...to be a world leader, to be among the more generous nations, or to be among the less generous nations?	WORLD LEADER	1	(21%)
	AMONG MORE GENEROUS ..	2	(68%)
	AMONG LESS GENEROUS ...	3	(11%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	4	(.)
17. How familiar are you with the famine situation in Africa...would you say you are very familiar, familiar, not too familiar, or not familiar at all?	VERY FAMILIAR	1	(12%)
	FAMILIAR	2	(59%)
	NOT TOO FAMILIAR	3	(26%)
	NOT FAMILIAR AT ALL	4	(2%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED).....	5	(0%)
18. To the best of your knowledge has the famine ended in Africa?	YES	1	(3%)
	NO	2	(97%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	3	(.)
19. To the best of your knowledge, over the last little while, has the drought affecting parts of Africa continued, has there been a little bit of rain, but not enough, or has there been enough rain to grow crops?	DROUGHT CONTINUED	1	(35%)
	LITTLE RAIN	2	(51%)
	ENOUGH RAIN	3	(8%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	4	(5%)
20. Since the famine became widely known, do you think the amount of food and money sent to Africa from around the world has been more than enough , just enough, or not enough?	MORE THAN ENOUGH	1	(8%)
	JUST ENOUGH	2	(28%)
	NOT ENOUGH	3	(64%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	4	(1%)

Different people say a number of different things have helped contribute to the famine in Africa. I'd like to read you a list of some of the things which have been suggested and ask you to tell me, for each one, whether you think it is a major cause, a minor cause or no cause at all of the problems. The first one is...(ROTATE STATEMENTS 21-28...READ FIRST STATEMENT)

21. wealthier, industrialized countries have usually not done enough to help Africa develop.	MAJOR CAUSE	1	(37%)
	MINOR CAUSE	2	(46%)
	NO CAUSE AT ALL	3	(16%)
	NO OPINION		
	(VOLUNTEERED)	4	(1%)
22. governments of African countries have not developed sound policies for land management and agriculture.	MAJOR CAUSE	1	(68%)
	MINOR CAUSE	2	(26%)
	NO CAUSE AT ALL	3	(4%)
	NO OPINION		
	(VOLUNTEERED)	4	(1%)
23. there is overpopulation or not enough birth control efforts.	MAJOR CAUSE	1	(71%)
	MINOR CAUSE	2	(23%)
	NO CAUSE AT ALL	3	(6%)
	NO OPINION		
	(VOLUNTEERED)	4	(1%)
24. the environment has changed, bringing little rain and larger deserts.	MAJOR CAUSE	1	(70%)
	MINOR CAUSE	2	(23%)
	NO CAUSE AT ALL	3	(6%)
	NO OPINION		
	(VOLUNTEERED)	4	(1%)
25. African countries are too reluctant to modernize their ways of life.	MAJOR CAUSE	1	(42%)
	MINOR CAUSE	2	(41%)
	NO CAUSE AT ALL	3	(15%)
	NO OPINION		
	(VOLUNTEERED)	4	(2%)
26. development and aid efforts in the past have been poorly run.	MAJOR CAUSE	1	(57%)
	MINOR CAUSE	2	(34%)
	NO CAUSE AT ALL	3	(8%)
	NO OPINION		
	(VOLUNTEERED)	4	(1%)
27. the African people don't try hard enough to help themselves.	MAJOR CAUSE	1	(28%)
	MINOR CAUSE	2	(42%)
	NO CAUSE AT ALL	3	(28%)
	NO OPINION		
	(VOLUNTEERED)	4	(1%)
28. the governments in many African countries are corrupt.	MAJOR CAUSE	1	(63%)
	MINOR CAUSE	2	(29%)
	NO CAUSE AT ALL	3	(5%)
	NO OPINION		
	(VOLUNTEERED)	4	(2%)

END OF ROTATION

29. Some people say that the situation this past year was worse than it has been in a very long time.	SITUATION WORSE 1 (23%)
	SAME AS USUAL 2 (76%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED) 3 (.)

Others says that things were not much worse this year than in most years, but television coverage made many more people aware of the problems.

Thinking of these two points of view, which *one* of them *best* reflects your own view?

30. Some people feel that while a lot of money and food was given to Africa last year because of the amount of publicity about the famine, since that time donations have started to slow down and get smaller.	GIVING SLOWED (GO TO Q31) 1 (51%)
	GIVING NOT SLOWED (SKIP TO Q32) 2* (48%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED) 3 (1%)

Others say that the amount of giving has not slowed down, but we just hear less about it.

Thinking about these two points of views, which *one* of them *best* reflects your own?

IF "GIVING SLOWED" TO Q30, ASK:

31. Would you say that the fact that donations have slowed down is a cause for great concern, some concern, only a little concern, or no concern at all?	GREAT CONCERN 1 (23%)
	SOME CONCERN 2 (56%)
	ONLY A LITTLE CONCERN 3 (16%)
	NO CONCERN AT ALL ... 4 (5%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED) 5 (.)

32. Thinking about how the future looks for Africa would you say you are very optimistic, optimistic, pessimistic, or very pessimistic about the future prospects of the people who live there?	VERY OPTIMISTIC 1 (3%)
	OPTIMISTIC 2 (52%)
	PESSIMISTIC 3 (39%)
	VERY PESSIMISTIC 4 (6%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED) 5 (1%)

Thinking about the different groups which can help play a role in ensuring that the situation in Africa is better in the future, I'd like you to tell me, for each of the following, whether you are very confident, confident, not too confident, or not confident at all that they will do everything they can. How about...(READ FIRST STATEMENT)...ROTATE STATEMENTS 33 THROUGH 36)

33. the governments of wealthier, industrialized countries?	VERY CONFIDENT	1	(6%)
	CONFIDENT	2	(52%)
	NOT TOO CONFIDENT	3	(38%)
	NOT CONFIDENT AT ALL ...	4	(4%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	5	(.)
34. the African people themselves?	VERY CONFIDENT	1	(7%)
	CONFIDENT	2	(46%)
	NOT TOO CONFIDENT	3	(42%)
	NOT CONFIDENT AT ALL ...	4	(5%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	5	(1%)
35. the governments of African countries?	VERY CONFIDENT	1	(2%)
	CONFIDENT	2	(25%)
	NOT TOO CONFIDENT	3	(57%)
	NOT CONFIDENT AT ALL ...	4	(15%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	5	(1%)
36. the people living in wealthier, industrialized countries?	VERY CONFIDENT	1	(5%)
	CONFIDENT	2	(55%)
	NOT TOO CONFIDENT	3	(36%)
	NOT CONFIDENT AT ALL ...	4	(4%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	5	(.)

END OF ROTATION

37. Some people say that even if all the governments and people do everything they can, the situation in Africa may not improve because the climate of that part of the world is changing and there may never be enough water there.	DROUGHT WILL NEVER END	1	(26%)
	DROUGHT WILL EVENTUALLY END	2	(73%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	3	(1%)

Others says that this drought, like others in the past, will eventually end and Africa's prospects will be good if the governments and people of the world do everything they can to help.

Thinking of these two points of view, which one of them best reflects your own?

38. Some people say that we have a greater responsibility to provide aid to African countries rather than other poor nations because of the way white countries have treated Africans in the past... would you say you strongly agree, agree, disagree, or strongly disagree with this statement?

STRONGLY AGREE 1 (6%)
 AGREE 2 (35%)
 DISAGREE 3 (44%)
 STRONGLY DISAGREE 4 (14%)
 NO OPINION
 (VOLUNTEERED) 5 (1%)

39. Which of the following would you say had the most impact on your thinking about the African situation...(READ LIST, ROTATING)?

TELEVISION COVERAGE
 OF THE FAMINE 1 (60%)
 THE EFFORTS OF
 MUSICIANS AND OTHER
 WELL-KNOWN PEOPLE ... 2 (21%)
 THE EFFORTS OF PEOPLE
 YOU KNOW PERSONALLY . 3 (5%)
 APPEALS BY CHURCHES
 OR OTHER
 ORGANIZATIONS 4 (12%)
 OTHER 5 (1%)
 NO OPINION
 (VOLUNTEERED) 6 (.)

40. Some people say they were not really aware of the problems people in Africa have been experiencing until this last year or so.

AWARE RECENTLY 1 (42%)
 AWARE FOR YEARS 2 (58%)
 NO OPINION
 (VOLUNTEERED) 3 (.)

Others say they have followed and been aware of the circumstances in Africa for several years.

Which one of these groups would you put yourself in?

41. Did you personally give money to African relief efforts over the past year or so?

YES (GOT TO Q42) 1 (56%)
 NO (SKIP TO Q43) 2* (44%)
 NO OPINION
 (VOLUNTEERED) 3 (.)

IF "YES" TO Q41, ASK:

42. What method did you use to donate ? (PROBE...ACCEPT ONLY ONE RESPONSE...ANSWER MUST BE AT LEAST TEN WORDS)

CHURCH	01	(28%)
LIVE AID	02	(7%)
RECORD PURCHASE	03	(4%)
TV APPEAL - NON SPECIFIC	04	(9%)
ENTERTAINMENT - GENERAL	05	(1%)
OXFAM	06	(2%)
WORLD VISION	07	(2%)
RED CROSS	08	(2%)
UNICEF	09	(3%)
AFRICAN RELIEF	10	(2%)
CARE	11	(2%)
RELIEF ORGANIZATION - SPECIFIC	12	(6%)
RELIEF ORGANIZATION - NON-SPECIFIC	13	(7%)
CARDINAL LEGERS	14	(1%)
WORK	15	(6%)
DOOR-TO-DOOR	16	(4%)
SCHOOL	17	(2%)
DONATION CANS - STORES	18	(2%)
NEWSPAPER APPEAL	19	(1%)
DONATION CANS - BANKS	20	(3%)
PERSONAL CONTRIBUTION - NON-SPECIFIC	21	(4%)
OTHER	22	(.)
DON'T KNOW	23	(.)
NO RESPONSE	24	(1%)

43. Did other members of your family give money to African relief efforts?	YES (GO TO Q44)	1	(33%)
	NO (SKIP TO Q45)	2*	(60%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	3	(8%)

IF "YES" TO Q43, ASK:

44. To the best of your knowledge, can you tell me what method the other member or members of your family chose to donate? (PROBE...ACCEPT ONLY ONE RESPONSE...ANSWER MUST BE AT LEAST TEN WORDS)

CHURCH	01	(27%)
LIVE AID	02	(4%)
RECORD PURCHASE	03	(3%)
TV APPEAL - NON SPECIFIC	04	(9%)
ENTERTAINMENT - GENERAL	05	(.)
OXFAM	06	(2%)
WORLD VISION	07	(1%)
RED CROSS	08	(2%)
UNICEF	09	(2%)
AFRICAN RELIEF	10	(1%)
CARE	11	(0%)
RELIEF ORGANIZATION - SPECIFIC	12	(9%)
RELIEF ORGANIZATION - NON-SPECIFIC	13	(5%)
CARDINAL LEGERS	14	(.)
WORK	15	(2%)
DOOR-TO-DOOR	16	(2%)
SCHOOL	17	(5%)
DONATION CANS - STORES	18	(2%)
NEWSPAPER APPEAL	19	(.)
DONATION CANS - BANKS	20	(1%)
PERSONAL CONTRIBUTION - NON-SPECIFIC	21	(6%)
OTHER	22	(.)
DON'T KNOW	23	(16%)
NO RESPONSE	24	(1%)

45. Apart from whether or not you gave money, have you actively participated in fundraising or other efforts to relieve the problems in Africa?	YES (GO TO Q46)	1	(10%)
	NO (SKIP TO Q47)	2*	(91%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	3	(0%)

IF "YES" TO Q45, ASK:

46. Were those efforts aimed at helping a specific project or group of people, or were they more part of general relief efforts?	HELPING A SPECIFIC PROJECT OR GROUP ...	1	(23%)
	RAISE MONEY AS PART OF GENERAL RELIEF EFFORTS	2	(77%)
	NO OPINION (VOLUNTEERED)	3	(0%)

47.	Do you belong to a church, or any other voluntary organization which has helped raise money or do other things to relieve the problems in Africa?	YES	1	(32%)
		NO	2	(67%)
		NO OPINION (VOLUNTEERED)	3	(1%)
<hr/>				
48.	Do you participate in charitable activities which are not related to the African famine relief efforts?	YES	1	(51%)
		NO	2	(49%)
		NO OPINION (VOLUNTEERED)	3	(0%)
<hr/>				
49.	Some people say that they believe Canada's contributions are making a real difference in Africa. Others say our contributions are not making much of a difference right now, but could be if they were better spent. Still others say that no matter how well spent our contributions are, we are too small a country for them to make much of a difference. Which one of these three points of view best reflects your own?	OUR CONTRIBUTIONS MAKE A REAL DIFFERENCE	1	(29%)
		OUR CONTRIBUTIONS ARE NOT MAKING MUCH OF A DIFFERENCE BUT COULD BE IF BETTER SPENT	2	(55%)
		TOO SMALL A COUNTRY FOR OUR CONTRIBUTIONS TO MAKE MUCH OF A DIFFERENCE	3	(15%)
		NO OPINION (VOLUNTEERED)	4	(1%)

Now, I have a few final questions for statistical purposes . . .

50.	What is your age, please? (IF RESPONDENT REFUSES, OFFER TO READ CATEGORIES AND HAVE HIM/HER TELL YOU WHICH CATEGORY HE/SHE FALLS INTO)	16-17 YEARS	01	(4%)
		18-19 YEARS	02	(4%)
		20-24 YEARS	03	(12%)
		25-29 YEARS	04	(15%)
		30-34 YEARS	05	(14%)
		35-39 YEARS	06	(14%)
		40-44 YEARS	07	(7%)
		45-49 YEARS	08	(6%)
		50-54 YEARS	09	(5%)
		55-59 YEARS	10	(6%)
		60-64 YEARS	11	(4%)
		65 YEARS OR OLDER	12	(9%)

51. Which of the following income groups includes your annual household income? (READ CHOICES)	LESS THAN \$5,000	01	(4%)
	\$ 5,000 - \$ 9,999	02	(8%)
	\$10,000 - \$14,999	03	(13%)
	\$15,000 - \$19,999	04	(13%)
	\$20,000 - \$24,999	05	(12%)
	\$25,000 - \$29,999	06	(15%)
	\$30,000 - \$34,999	07	(8%)
	\$35,000 - \$39,999	08	(9%)
	\$40,000 - \$44,999	09	(4%)
	\$45,000 - \$49,999	10	(3%)
	\$50,000 AND OVER	11	(11%)

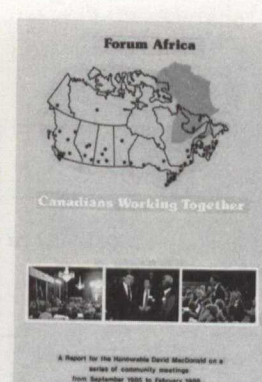
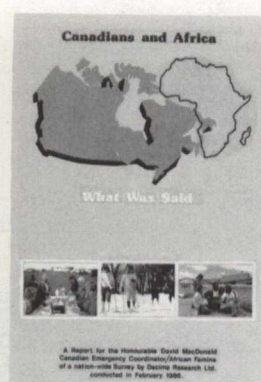
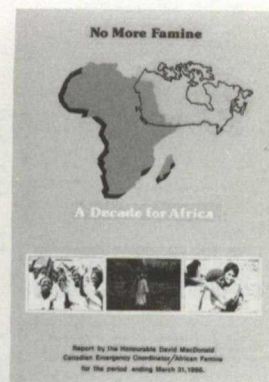
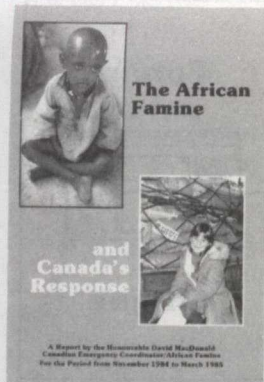
52.A Are you currently attending school, college, or university as a full-time student?	NO (GO TO Q52B)	A	
	YES (SKIP TO Q53)	6*	(11%)

IF "NO" TO Q52A, ASK:			
52.B What is the highest level of schooling that you have completed?	PUBLIC/ELEMENTARY SCHOOL (GRADE 1-8) ...	1	(10%)
	SOME HIGH SCHOOL	2	(21%)
	GRADUATED HIGH SCHOOL (GRADE 12 OR 13)	3	(29%)
	VOCATIONAL/TECHNICAL/ COLLEGE/CEGEP	4	(12%)
	SOME UNIVERSITY	5	(5%)
	GRADUATED UNIVERSITY .	7	(13%)

53. What is your religious affiliation?	ROMAN CATHOLIC	1	(46%)
	PROTESTANT	2	(39%)
	JEWISH	3	(2%)
	NONE (ATHEIST/AGNOSTIC)	4	(11%)
	GREEN ORTHODOX	5	(.)
	MORMON	6	(.)
	SALVATION ARMY	7	(.)
	SIKH	8	(.)
	OTHER	9	(2%)

54. Sex. (BY OBSERVATION)	MALE	1	(50%)
	FEMALE	2	(50%)

55. Language of interview.	ENGLISH	1	(76%)
	FRENCH	2	(24%)



The printed reports are available from the Canadian International Development Agency, 200 Promenade du Portage, Hull Quebec K1A 0G4. The Forum Africa videocassette may be obtained from the National Film Board office nearest you.

1. **The African Famine and Canada's response.** A report by the Honourable David MacDonald, Canadian Emergency Coordinator/
African Famine for the period from November 1984 to March 1985.
in either English or French.
2. **No More Famine: A Decade for Africa.** A report by the Honourable David MacDonald, Canadian Emergency Coordinator/
African Famine for the period ending March 31, 1986.
3. **Canadians and Africa: What Was Said.** A report for the Honourable David MacDonald, Canadian Emergency Coordinator/
African Famine of a nation-wide survey by Decima Research Ltd in February 1986.
4. **Forum Africa: Canadians Working Together.** A report for the Honourable David MacDonald, Canadian Emergency Coordinator/
African Famine on a series of community meetings from September 1985 to February 1986.



Please send one copy of 1 2 3 4 (please check) at no charge to:

Eng. French

Name _____

Organization (if applicable) _____

Address _____

Province _____ Postal Code _____

Send this portion completed to C.I.D.A. 200 Promenade du Portage, Hull, Quebec K1A 0G4.